

**Directeur : Jacques Fauvet**

LIRE PAGE 26

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 120 m.  
Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique,  
13 fr.; Canada, 5 0/65; Danemark, 3,50 kr.;  
Espagne, 20 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce,  
20 dr.; Iran 45 rils; Italie, 350 L.; Liban, 175 p.;  
Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,  
1 fl.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,25 kr.;  
Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 19

**5, RUE DES ITALIENS**  
**75427 PARIS - CEDEX 89**  
**C.C.P. 4207-23 Paris**  
**Télex Paris n° 690572**  
**Tél. - 246-72-23**

En Corée du Nord, la « fête

En Corée du Nord, la « fête nationale » est l'anniversaire du président de la République. Depuis plusieurs semaines, les militants du Parti des travailleurs sont mobilisés pour les préparatifs des cérémonies du vendredi 15 avril, jour où le maréchal Kim Il Sung, chef de l'Etat, président du parti, commandant en chef des forces

armées, entrera dans sa soixante-septième année. Ces cérémonies sont rituelles dans un régime fortement marqué par le culte de la personnalité, mais, cette fois, elles seront suivies avec un intérêt particulier, parce que, selon des rumeurs en provenance de Séoul, de Pékin et de Tokyo, le propre fils du président nord-coréen, **Mi. Kim Jong Il**, pourrait accéder à cette occasion — ou dans quelques jours, lors d'une réunion de l'Assemblée suprême du peuple — à des fonctions qui feraient de lui le successeur désigné du « Grand Leader ».

Une telle décision, sans précédent dans un pays socialiste, surprendrait peu les Nord-Coréens. Depuis la fondation de la République populaire démocratique de Corée, en 1948, l'histoire de ce pays se confond, dans la propagande officielle, avec la biographie de son président « respecté et bien-aimé ». Le nom de ses parents se lit au fronton de certains édifices publics — écoles, hôpitaux, etc. Pourquoi le « Grand Leader », qu'on dit malade, n'aurait-il pas songé à confier sa succession à l'homme dont il se sent le plus proche : son fils ?

Ses parents au moins de  
 Kim Il Sung exercent actuelle-  
 ment des fonctions importantes  
 dans l'appareil de l'Etat et du  
 parti qui se confondent le plus  
 souvent. Mme Kim Jong Ae,  
 femme du président Kim et  
 membre du comité central, joue  
 un rôle occulte mais important.  
 Elle dit qu'elle ne serait pas  
 favorable à M. Kim Jong Il, qui  
 n'est d'un premier mariage.  
 Les élections des députés  
 ont été faites aux assemblées populaires  
 conformément aux règlements a - avec 100 %  
 de votes favorables et 100 % de votes

« L'absence de tout débat politique ouvert, la lutte pour le pouvoir dans les pays socialistes repose forcément des factions, « l'on vient de voir, dans la Chine toute proche, le rôle que peuvent jouer les intrigues familiales. »

Les succédées « pargés » qui se sont enracinés en Corée du Nord ont frappé alternativement la « tendance » pro-chinoise et la « pro-soviétique. Installé par les Soviétiques, M. Kim Il Sung joue directement de la rivalité de Moscou et de Pékin et reste en excellents termes avec les deux capitales.

La Corée du Nord se présente comme un « paradis socialiste ». Elle a remporté des succès indéniables dans le domaine de l'industrialisation. Les logements, les vêtements, les transports sont distribués pour tous. Grâce à une ferme politique de contrôle des naissances (l'âge légal du mariage est de trente-deux ans pour les hommes, et de vingt-neuf ans pour les femmes), la population a été maintenue à un niveau bas. La sécurité que vient de connaître le pays menace son autonomie agricole. Le budget militaire demeure très élevé. Pyongyang, comme Séoul, ne s'étant pas résigné à l'absence de la Corée unifiée, a rompu les contacts pris il y a quelques années en vue d'une tentative de réunification de la péninsule ayant tourné court. Malgré ses richesses minières la Corée du Nord est à court de devises.

L'arrivée au pouvoir d'hommes plus jeunes — car la relève semble concerner aussi les cadres supérieurs du parti — suffirait-elle à résoudre les graves problèmes que connaît ce pays et à l'ouvrir un peu sur l'extérieur ? L'U.R.S.S. et la Chine ont su l'une et l'autre sortir de la guerre froide, de l'isolement, et de tout ce que résume l'expression « le culte de la personnalité ». Pourquoi la Corée du Nord échapperait-elle à la loi de l'évolution ?

Après la dissolution des chambres, le 9 mars, par M. Léo Tindemans, la campagne électorale en Belgique, précédant le scrutin du 17 avril, n'a suscité qu'un intérêt limité. Elle n'a connu son véritable coup d'envoi qu'au début de la semaine, en raison des vacances de Pâques. Les orateurs des partis ont dû parler devant des auditoires clairsemés.

Au sujet de la prochaine coalition gouvernementale, M. Victor Michel, président du mouvement ouvrier chrétien, dont l'influence est grande chez les sociaux-chrétiens, a mis en garde contre un cabinet sans participation socialiste : « Une nouvelle coalition de centre droit accroîtrait dangereusement les tensions entre le pouvoir politique et les organisations ouvrières », a-t-il déclaré.

Notre envoyé spécial Bernard Brigouleix décrit les enjeux et les données de ces élections législatives anticipées, largement dominées par le problème de l'application de la révision constitutionnelle concernant l'autonomie des trois régions.

## 1. — Inquiétudes wallonnes

De notre envoyé spécial BERNARD BRIGOUTEUX

Bruxelles. — En demandant au roi, le 9 mars dernier, la dissolution des Chambres, M. Léon Tindemans a suscité un double mécontentement : celui des partis, qui estiment mal choisie la date de ces nouvelles élections, celui des électeurs, qui trouvent le scrutin de bien peu d'intérêt.

Ouverte en même temps que les vacances scolaires, la campagne électorale s'est trouvée compliquée par deux jours de week-end pascal. Bien que le vote soit obligatoire, de nombreuses familles risquent de ne rentrer que le dimanche 17 avril dans la soirée, trop tard pour aller voter. Les candidats éprouvent des difficultés à toucher des électeurs dont une bonne partie ont émigré pour quinze jours vers le bord de mer — « à la Côte » — les Ardennes ou à l'étranger. Bruxelles, Liège ou Gand ne sont pas rades, certes : mais Ostende ou Zeebrugge connaissent une animation qui annonce déjà celle de l'été.

Un parti au moins peut se flatter de s'être adapté aux circonstances : les libéraux flamands, qui ont pour principal slogan, de Knokke-le-Zoutre à Nieuport : « F.V.V. bonne tancance. » Encore s'agit-il d'une des inscriptions les plus explicites. La complexité du système électoral belge, fondé sur le scrutin de liste, conduit le plus souvent les partis à résumer leur adresse aux électeurs en des slogans sibyllins : « Votez ! » pour les socialistes bruxellois, ou « F.V.V. » — pour la Volksunie.

A cette économie de mots ne répond pas toujours une économie de moyens. Là aussi pourtant, la date des élections n'était guère favorable. Les principales formations politiques s'étaient déjà réunies en frais de propagande pour les élections municipales du 10 octobre 1976. Leurs trésoreries respectives, une fois surmonté le désarroi né d'une dissolution inattendue, leur ont tout de même permis de racheter

— à prix d'or, dit-on — les grands panneaux d'affichage déjà retenus par les annonceurs commerciaux.

En dépit de ces coûteux efforts, l'homme de la rue ne parvient pas manifestement à s'intéresser au scrutin du 17 avril. Les vacances de Pâques ne sont pas seules en cause. Ni même, au pays du cyclisme, le tour des Flandres et la Fête wallonne — deux événements auxquels les journaux d'intervalles, auront bien davantage alimenté les conversations que les démentis de M. Tindemans avec le Rassemblement wallon, les états d'âme des libéraux, les revendications de la Volksunie ou le programme de gouvernement du parti socialiste belge. Les hommes d'affaires belges doutent que les urgens puissent apporter, dimanche prochain, la moindre réponse aux principales questions qu'ils se posent.

(Lire la suite page 4.)

## LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

## Les conditions d'un consensus

par MAURICE DUVERGER

rac-Marchais. NI le chef de l'Etat ni le chef de l'opposition ne sortiraient grandis d'une aventure qui les ferait apparaître l'un et l'autre comme des diviseurs de leurs propres troupes.

Le R.P.R. et le P.C.F. ne tiraient guère plus d'avantages d'une intransigence anti-européenne qui n'est plus très bien comprise, notamment par les jeunes générations. Les néo-gaullistes en ont pris conscience, qui sont prêts à un compromis. Les communistes auraient probablement intérêt à s'engager dans la même voie. Après tout, leurs principes mêmes les poussent à préférer le

suffrage universel au mécanisme actuel de désignation des membres de l'Assemblée européenne. Le système de représentation proportionnelle prévu par le gouvernement (s'il faut en croire le ministre des affaires étrangères) n'est pas pour leur déplaire, d'autant qu'il augmenterait notablement le nombre de leurs représentants. Strasbourg, cependant, serait essentiel pour eux, établis dans ce domaine l'unité de la gauche française et celle de l'eurocommunisme. Les divergences actuelles de MM. Marchais et Berlinguer rappellent de fâcheux souvenirs, qu'il serait préférable d'estomper.

(Lire la suite page 6.)

## UN NOUVEAU DÉSIR DE LIRE

## Science-fiction à la française

Plus de trois cents romans et recueils de nouvelles de science-fiction ont paru au cours de la seule année 1976, romans comptés, les publications savantes et les œuvres du genre que les éditeurs font paraître sans le savoir, sont en tirées, presque 5 % de la production littéraire globale. Voilà qui traduit un nouveau désir de lire, particulièrement sensible chez un public situé entre douze et vingt ans d'âge moyen qui redécouvre le goût du romanesque dans cette littérature nouvelle en prise sur notre temps.

« Une succursale du fantastique nommée science-fiction », écrit Jacques Sternberg à son propos si l'on admet cette définition un peu hâtive, on doit reconnaître que la maison mère dépose actuellement son prestigieux bilan tandis que la succursale prospère et multiplie. Depuis le déclin du genre aux Etats-Unis, la France est même devenue sa terre d'élection au point que certains écrivains

anglo-saxons se font publier ici  
comme on se faisait blanchir à  
Londres.

Pourtant, en raison de ce fameux courtoisisme dont on nous rebat les oreilles, la science-fiction n'aurait pas dû séduire les Français ; serait-ce alors que la succursale n'emploie pas les mêmes recettes que la maison mère et que les œuvres qu'elle propose, par leur outrance logique, par la vision qu'elles offrent d'un avenir induit de nos préoccupations quotidiennes et de nos fantasmes, est à cent lieues de l'Imagination poétique proposée par les récits fantastiques ?

Si cette hypothèse est la bonne, c'est qu'il y avait potentiellement des milliers de lecteurs à la recherche d'une littérature-stéthoscope qui amplifiât les vibrations du monde contemporain et qu'ils l'ont trouvée.

**PHILIPPE CURVAL.**  
(Lire pages 16 et 17  
dans « le Monde des Hères ».)

**Jean-Edern Hallier**  
Le premier qui dort  
réveille l'autre

Beau, insensé, tendre  
Terriblement vite  
Michel Caurat  
Le Nouvel Observateur

## AU JOUR LE JOUR

## Un dieu exigeant

L'arbre aura samedi sa première « journée nationale ». On l'enlève autour des villes — et sans rançon, parce qu'il n'a pas la vertu financière d'un P.D.G., — on ne se font écouter qu'au moment des élections municipales, les espaces verts ne deviennent plus que l'alibi étique du béton, mais le culte de l'arbre — qui part des arides et va jusqu'au symbole de la liberté — peut être relancé, puisque tant de dieux sont morts.

Mais l'arbre est un dieu exigeant. Il demande une foi peu commune dans l'avenir, et on ne le reconnaîtra d ses fruits que longtemps après qu'il aura été planté. Gageons que devant ce totem du long terme nos hommes politiques, pressés d'en découdre, d'en finir avec l'opposant, vont entreprendre une de ces danses du scap endiablées à l'issue de laquelle un « consensus » se dégagera : il faut abattre cet arbre qui cache la forêt des ambitions.

**P. D.**



# AFRIQUE

## LE CONFLIT AU ZAIRE ET SES PROLONGEMENTS

### Les Zaïrois et leurs alliés s'interrogent sur les raisons de « l'inaction » des rebelles

Tandis qu'aucun affrontement n'était signalé jeudi matin 14 avril dans le Shaba (ancien Katanga), l'arrivée du contingent marocain se poursuivait à Kolwezi où, selon l'envoyé spécial de l'Agence France-Presse, son effectif devrait être complet vendredi, date à laquelle s'achèvera l'opération de soutien logistique assurée par Paris.

Kinshasa a décidé, à la suite d'un reportage de la B.B.C. qualifié de « proche de l'espionnage » en raison des détails donnés sur les forces engagées, de ne pas admettre de journalistes à Kolwezi où est arrivé, mercredi après-midi, le colonel Dilat, chef de l'état-major particulier du roi Hassan II, en visite d'inspection.

L'essentiel des forces zaïroises se trouverait à environ 70 kilomètres à l'ouest de Kolwezi, dans la direction de Mutshatsha, et serait séparé des premiers éléments adverses par un « no mans land » d'une vingtaine de kilomètres. Leur inaction actuelle « laisse perplexes », selon l'A.F.P., la plupart des militaires chargés de leur barrer la route.

La crise zaïroise connaît un développement au-delà des frontières. La Zambie se plaignait d'incursions répétées d'appareils militaires dans son espace aérien. Selon le porte-parole de Lusaka, des avions zaïrois auraient bombardé l'hôpital d'une mission catholique dans la localité de Kalele, faisant plusieurs blessés. Toutefois les autorités zambiennes n'ont pas la possibilité d'une enquête des pilotes et une délégation zaïroise est arrivée mercredi à Lusaka où elle devait être reçue par le président Kaunda.

### Incident entre Luanda et Kinshasa

En ANGOLA, selon l'agence Onine Pressa Latina, M. Lucio Lara, secrétaire du bureau politique du M.P.L.A., a évoqué mercredi, en condamnant l'attitude de Paris, « les efforts faits par la France en 1974 pour empêcher d'une part des révoltes du Congo, notamment du pétrole du Congo, et d'autre part, le ministère de la défense angolais a adressé une « sévère mise en garde » au Zaïre. Il assure qu'un bateau angolais naviguant sur le fleuve pour ravitailler la ville de Nkoui, aurait été pris à partie par l'artillerie zaïroise. Luanda dénonce cette « provocation » qui

relève d'une « attitude criminelle ».

L'opération de secours française a été qualifiée par le président Mobutu, dans une interview diffusée mercredi à Paris par l'A.F.P., de « preuve que la France a encore un rôle à jouer en Afrique ».

À PEKIN, l'agence Chine nouvelle, citant les déclarations du président Giscard d'Estaing, estime qu'il est « tout à fait clair » que le régime de Kinshasa a affaire à des éléments « venus de l'extérieur » et condamne en termes violents l'attitude de l'U.R.S.S.

À ALGER, l'agence Algérie-Presse service a déclaré que l'opinion française est « tout à fait rassurée par les déclarations du chef de l'Etat ».

À RABAT, l'agence Maghreb Arabe Presse se félicite des « positions claires et franches » de M. Giscard d'Estaing qui expriment la détermination serinée de la France de rester solidaire de l'Afrique. Notre correspondant relève la vive satisfaction marocaine devant l'unité de vues qui règne entre les deux pays.

À BONN, le gouvernement est « très préoccupé » par les événements du Zaïre et étudie ce jeudi l'éventualité d'une « aide humanitaire » à ce pays tandis que l'opposition chrétienne-démocratique se félicite de l'attitude française.

À ROME, des députés communistes ont demandé au gouvernement de se désolidariser de « l'intervention dans les affaires intérieures d'un pays africain », selon le président français lui-même, au nom de l'Europe.

À NEW-YORK, M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'O.N.U., a exprimé son « inquiétude » et « espère que grâce aux efforts de toutes les parties concernées, la situation sera réglée de manière satisfaisante ».

Enfin, tandis que le fils de Moïse Tshombe, M. Jean Tshombe, critique mercredi à Bruxelles le soutien français à un régime militaire d'un pays africain, le ministre nigérien des affaires étrangères Jugeat « normal » que le Zaïre se tourne vers ses amis, n'étant pas suivi par le ministre du Zaïre, qui, pour lui, « l'intervention française est condamnée non seulement par les pays progressistes mais par l'opinion internationale ». — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

### DES RÉACTIONS

M. Claude Labbé a indiqué que les membres du bureau du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale qui se sont réunis mercredi 13 avril, sous sa présidence, n'ont critiqué ni la décision ni la forme de l'intervention française au Zaïre. « Il est sûr, a-t-il déclaré, que la France a une vocation africaine, qu'elle ne peut pas accepter de voir l'Afrique — qu'elle a décolonisée — colonisée par des puissances étrangères ».

M. Yves Lencier, secrétaire général du Rassemblement pour le civisme, le dialogue et le renouveau (gaulliste) : « Les motifs de satisfaction nous ayant été présentés, ces derniers temps, nous n'en sommes que plus à l'aise pour souligner, aujourd'hui, l'heureuse impression produite quand le chef de l'Etat, à son tour, réaffirme la présence de la France dans le monde. Il va de soi que cette présence ne saurait se concevoir sans une capacité d'initiative ni une volonté d'indépendance dont nous attendons désormais les preuves tangibles, et notamment en ce qui concerne la réforme du Fonds

monétaire international et les garanties toujours fonctionnelles de l'Assemblée européenne ».

Dans un communiqué sur l'attitude française au Zaïre, la C.F.D.T. estime que « le président de la République, en se précipitant au secours du président Mobutu, a pris une lourde responsabilité ». « La France est-elle prête à prendre le relais des Etats-Unis au moment où la nouvelle administration Carter semble avoir tiré les leçons de la stérilité d'une intervention américaine ? », demande la centrale, qui conclut : « L'avenir de l'Afrique appartient aux peuples d'Afrique ».

La Nouvelle Droite française (formation qui se réclame du monarchisme libéral) : « Une fois de plus, la montagne a accouché d'une souris. En fait, cette participation militaire d'urgence sera limitée dans le temps. M. Valéry Giscard d'Estaing qui, dans le pays, a perdu son crédit, risque d'accepter une défaite mondiale en donnant à la politique étrangère de la France un aspect ambigu ».

### La noria des Transall

Kolwezi (A.F.P.). — Dans un nuage de poussière, le Transall atterrit. Sur l'aire de parking, moteurs ronflants, un autre appareil frappé lui aussi de la cocarde tricolore s'apprête à décoller... A Kolwezi, mercredi, le pont aérien français fonctionnait à plein.

Dans la seule après-midi, nous avons pu compter six décollages et atterrissages.

Tous ces avions transportaient soit du matériel — camions militaires, jeeps, munitions, — soit du ravitaillement — caisses de rations alimentaires, boîtes de jus de fruits, sacs de farine, etc. — destinés au contingent marocain. A chaque atterrissage, c'est le même scénario. A peine l'avion est-il parvenu sur la minuscule aire de parking, où sont stationnés deux avions de fabrication italienne Macchi — chargés de la livraison de missions de bombardement, — que la lourde porte de la soute s'ouvre. Immédiatement, des officiers et des soldats marocains se précipitent. Tandis que les véhicules sont descendus avec précaution, des soldats font la chaîne pour décharger les caisses ou les sacs. En moins d'une demi-heure, l'appareil vide peut redécoller pour Lubumbashi ou même vers le Maroc.

C'est la première fois, nous confie le commandant d'un des équipages, que nous avons l'occasion d'expérimenter nos possibilités de pont aérien avec ces Transall, et, jusqu'à présent, c'est allé comme.

Il est vrai que, mardi et mercredi, c'est à une noria incessante que nous pu assister au-dessus de l'aéroport de Kolwezi. Les troupes marocaines qui y arrivaient étaient toutes transportées par des C-130 ou des Buffalo de l'armée zairoise.

Les avions militaires français sont accueillis au sol par des officiers paracolutes français installés depuis quelques jours à Kolwezi. Il s'agit de treize lieutenants et capitaines à bédouins rouges, en tenue de combat, qui sont là, affirme leur commandant, « pour assurer la réception des Transall et faciliter les liaisons avec les Marocains ».

En aucun cas, assure cet officier, nous ne participons aux opérations militaires. Les officiers paracolutes français ne sont pas armés. On ne les voit, d'ailleurs, pas circuler dans Kolwezi, ils sont installés dans une villa située à quelques mètres du P.C. de l'état-major zairoise. Leur activité principale consiste à accueillir les Transall qui atterrissent sans cesse à Kolwezi.

Sur l'aéroport de Kinshasa, il y avait, mercredi soir, cinq Transall. Un officier indiquait que sept sept rotations étaient prévues au Kolwezi. Lorsque ces rotations prendront fin, a affirmé le commandant des officiers paracolutes présents à Kolwezi, « nous quitterons la ville ».

### LES PRÉCÉDENTES INTERVENTIONS

An GABON, dans la nuit du 17 au 18 février 1964, M. Léon Mba, président de la République du Gabon, est renversé par un coup d'Etat militaire dirigé par des lieutenants, qui s'emparent de lui, du président de l'Assemblée nationale et de plusieurs ministres. Dans l'après-midi du 18, on applique des cordons de défense franco-gabonais. Des avions français venus de Dakar et de Brazzaville débarquent des troupes françaises qui, le 19, s'emparent du camp où se sont réfugiés les insurgés et libèrent M. Mba, qui reprend le pouvoir.

An TCHAD, en août 1965, le président Tombalbaye fait appel aux troupes françaises pour rétablir l'ordre dans le Tibesti et s'adresser, pour au lieu tenait, l'armée tchadienne à assurer sa mission. La France entretient encore au Tchad une base et trois mille hommes ; ils seront renforcés par des troupes venues de France.

« AUCUN ANGOLAIS, AUCUN CUBAIN, AUCUN SOVIÉTIQUE N'EST MELE A L'AFFAIRE DU SHABA », affirme le ministre des affaires étrangères d'Angola.

Le ministre des affaires étrangères de la République populaire d'Angola, M. Paulo Jorge, a lancé ce mercredi 13 avril à Paris une mise en garde aux pays qui voient au Zaïre une occasion de faire d'une internationalisation du conflit. L'affaire tendra à se compliquer en fonction de l'aide que le régime zaïrois a demandé à ses amis, a ajouté le ministre, qui donne une conférence de presse dans les salons de l'hôtel Lutetia, après avoir participé à New-Delhi aux travaux du bureau de la conférence des pays non alignés.

« AUCUN ANGOLAIS, AUCUN CUBAIN, AUCUN SOVIÉTIQUE N'EST MELE A L'AFFAIRE DU SHABA », affirme le ministre des affaires étrangères d'Angola. Ce n'est ni le M.P.L.A. ni la République populaire d'Angola, qui ont des armes à leur disposition, a-t-il déclaré. Le chef de la diplomatie angolaise, d'un air profité pour dénoncer la « psychopée cubaine », qui, selon lui, poursuit dans certains pays et dans certains organes de presse occidentaux à propos de l'Afrique : « Les Cubains deviennent un cauchemar ».

Il a cependant admis qu'il n'était pas impossible que d'anciens soldats cubains aient pu constituer des stocks d'armes du temps de la colonisation portugaise en Angola, où ils étaient réfugiés, faisant la « navette » sur la frontière avec l'Angola et le Zaïre. La frontière cubaine est trop étendue pour que l'armée de Luanda puisse empêcher ce genre de passages, a expliqué le ministre, tout en réaffirmant la « neutralité » de son pays dans cette affaire.

M. Jorge s'est surtout montré préoccupé par les prolongements « anglo-zaïrois » que pourrait avoir la situation au sud du Zaïre et par le « précédent » que constituerait l'ingérence de pays tiers dans les affaires intérieures d'un Etat africain souverain. Il paraît craindre que, sous le prétexte d'une aide au régime du président Mobutu, les puissances « impérialistes » ne prennent position en vue d'une revanche en Angola. « On connaît les liens existant entre le Zaïre et les Etats-Unis. Un jour, l'autre on voit l'Amérique s'engager par l'impérialisme en Angola », a-t-il affirmé, ajoutant cependant que des « personnalités françaises » lui avaient donné l'assurance que cette aide serait en aucun cas le point de départ d'une agression contre l'Angola.

« RECTIFICATION. — Dans le compte rendu des déclarations de M. Giscard d'Estaing sur la politique étrangère (le Monde du 14 avril 1977), une des questions posées par Jean-Pierre Jouin a été mal transcrite. Il fallait lire : « Vous avez toujours souhaité une concertation avec les chefs de l'opposition (et non : « avec les chefs des grandes puissances ») sur les grands choix de politique étrangère, comme cela se fait en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Alors pourquoi n'avez-vous pas cet après-midi, pour parler du Zaïre, que les chefs des groupes parlementaires de la majorité ? »

### CRITIQUANT M. GISCARD D'ESTAING

### Moscou conteste que les rebelles soient « venus de l'extérieur »

De notre correspondant

Moscou. — Les relations franco-soviétiques ne pourront pas ne pas être affectées par les événements du Zaïre. Telle est l'impression qui prévaut à Moscou, alors que l'intervention française dans l'ancien Katanga est de plus en plus souvent mentionnée — donc condamnée — dans la presse soviétique. Jusqu'à présent, cependant, il s'agit d'une condamnation implicite seulement : plutôt que de publier des commentaires sur leur cru, les journaux se contentent de reprendre les extraits significatifs de la presse occidentale ou africaine. De la même façon, les déclarations consacrées aux événements du Zaïre, et publiées mardi soir à Moscou, ne mentionnaient pas nommément la France, alors qu'elles s'en prévalaient expressément à la Chine, au Maroc et à l'Afrique du Sud.

La Pravda de ce jeudi 14 avril franchit cependant un nouveau pas : le quotidien du parti communiste soviétique publie, en effet, en bonne place d'assez longs extraits des dernières déclarations de M. Giscard d'Estaing consacrées à l'intervention de la France pour, en conclusion, s'inscrire en faux contre les explications du président de la République concernant l'action d'éléments intérieurs qui seraient régis par le peuple zaïrois lui-même.

Dans ce contexte, les attentats commis à Paris contre certaines installations soviétiques prennent un caractère particulier. C'est ainsi que la Pravda condamne ce jeudi les tentatives d'incendie menées dans la nuit du 12 au 13 avril, contre la Librairie du Globe et les locaux de France-U.R.S.S. Dans un commentaire diffusé mercredi soir, l'agence Tass s'élève, d'autre part, contre l'inaction des autorités françaises.

Après avoir rappelé la note publiée mardi par l'agence Tass, qui parlait toujours du « gouvernement central » du Zaïre, la Pravda affirme que la situation militaire dans le Shaba, comme le prouve la prise d'une importante ville par les insurgés ou la proclamation d'un gouvernement provisoire, pourrait amener Moscou à préciser davantage sa position.

JACQUES AMALRIC.

### Les relations économiques entre Paris et Kinshasa sont modestes

Malgré les immenses ressources minières et la richesse potentielle du Zaïre, les relations économiques entre Paris et Kinshasa restent modestes. Les échanges entre les deux pays ne représentent que 0,2 % du commerce extérieur de la France. Les importations de produits minéraux (principalement des produits minéraux bruts) pour un montant de 514 millions de francs en 1976, soit une baisse de 60 % par rapport à 1975, compensent les exportations de produits français (produits manufacturés de consommation et biens d'équipement), qui ont représenté 60 millions de francs l'an passé.

La coopération franco-zaïroise est plus active. En 1976, l'ensemble de l'aide publique française au Zaïre s'est élevée à 135 millions de francs, dont 58,3 millions de prêts du Trésor pour financer le programme de développement des télécommunications par satellite. Déjà, en 1975, un prêt du Trésor de 85 millions de francs avait servi à financer le projet de la Voie du Zaïre (télévision).

Cette coopération, qui place la France au deuxième rang des pays donateurs derrière la Belgique, n'est guère suivie d'effet dans le domaine industriel. Les sociétés françaises (Schneider, tout à la fois par l'« africanisation », puis, en 1974, par la « radicalisation » (nationalisation) des entreprises étrangères et par l'importation d'équipement par le pays, ont hérité de la marche arrière des autorités de Kinshasa, réduisant à zéro le chiffre d'affaires de la société minière de Tenke-Fungurume.

Certaines sociétés françaises ont cependant obtenu d'importantes contrats au Zaïre : vente de chars Panhard, de dix-sept Mirage, Thomson pour la télévision et les télécommunications. En outre, le conseil pour l'une des branches du barrage d'Inga, Dumes, et d'autres sont présentes dans l'ancien Congo belge, tels Renault-Peugeot et le B.R.G.M., qui participe au consortium de la société minière de Tenke-Fungurume.

### LA RECHERCHE D'UN RÈGLEMENT EN RHODÉSIE

### M. Owen accepte de se rendre à Salisbury

De notre correspondant

Le Cap. — M. Daniel Owen, secrétaire au Foreign Office britannique, se rendra en Rhodesie le samedi 16 avril. La nouvelle a été confirmée mercredi (le Monde du 15) après que M. Owen ait rencontré deux reprises, pendant trois heures, puis une heure, M. John Vorster, premier ministre sud-africain, et pendant deux heures et demie, le chef du gouvernement rhodésien, M. Ian Smith.

Il y a quelques semaines encore, M. James Callaghan, premier ministre britannique, déclarait qu'il n'était pas question qu'un secrétaire au Foreign Office se rende actuellement en Rhodesie.

Ce revirement britannique représente donc une petite victoire rhodésienne. Il permettra en tout cas à M. Smith de présenter dans une politique plus favorable devant la comité directeur, puis le congrès

spécial de son parti, le Rhodesian Front, samedi et lundi.

L'annonce par le représentant britannique d'une participation plus importante des Etats-Unis dans le règlement rhodésien aura très certainement contribué à cette évolution. En réalité, rien ne semble avoir été discuté au fond pendant les rencontres de mercredi sauf peut-être avec le premier ministre sud-africain, M. Owen, comme le chef du gouvernement de Salisbury ont souligné avec insistance le fait qu'il s'agissait d'une première rencontre. « Vous comprenez, a-t-il dit, que nous n'avons pu accomplir de grands progrès. M. Owen est un homme nouveau ».

Au cours de leur échange de vues, le secrétaire au Foreign Office a présenté le nouveau plan que la

Grande-Bretagne a conjointement élaboré avec les Etats-Unis : celui-ci prévoit une conférence constitutionnelle chargée de la rédaction d'une proposition : « Pour un Zimbabwe indépendant », a dit M. Owen. Volontairement, Washington et Londres évitent d'ordonner le transfert des pouvoirs, pierre d'achoppement entre Blancs et Africains nationalistes.

« Nous aurons à Salisbury de nouvelles entrées », a ajouté M. Smith, mais cela prendra des semaines et même des mois de travail préparatoire avant qu'une décision puisse être prise.

La démarche de M. Owen semble être celle de la dernière chance. Avant l'arrivée de celui-ci la presse sud-africaine était très pessimiste. Aujourd'hui, enné par le charme du jeune médecin-ministre britannique, elle entrevoit des heures d'espoir.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

**ROLAND EVELINE**  
tailleur-chemisier

la prestigieuse collection des imperméables  
**Aquascutum**  
OF LONDON  
**Burberrys**

(Place du Théâtre Français)  
167 rue St-Honoré  
Paris 1<sup>er</sup> / 260.47.26

مكتبة من الأصل

### LE DEUXIEME ANNIVERSAIRE

### La réconciliation nationale du président Mobutu

De notre envoyé spécial

« L'opération de réconciliation nationale » du président Mobutu, qui a débuté le 14 avril 1976, est aujourd'hui à son deuxième anniversaire. L'opération, qui vise à réunir les différents groupes ethniques du Zaïre, a été présentée comme une « révolution » dans la politique africaine. Le président Mobutu a déclaré que cette opération était « la plus grande œuvre de sa vie ». L'opération a été présentée comme une « révolution » dans la politique africaine. Le président Mobutu a déclaré que cette opération était « la plus grande œuvre de sa vie ».

### Le malade de la « grande nation »

« Le malade de la « grande nation » » est un titre qui a été donné au président Mobutu. Ce titre a été donné au président Mobutu parce qu'il est considéré comme le « malade » de la « grande nation ».

### Tunisie

### Cent soixante-huit intellectuels et enseignants demandent la réunion d'une conférence sur les libertés publiques

De notre correspondant

Cent soixante-huit intellectuels et enseignants ont signé une déclaration demandant la réunion d'une conférence sur les libertés publiques. Cette déclaration a été signée par des intellectuels et enseignants tunisiens. Ils ont demandé la réunion d'une conférence sur les libertés publiques.







50



EUROPE

PROCHE-ORIENT

Allemagne fédérale

AUX OBSEQUES DU PROCUREUR GENERAL BUBACK

Le chancelier Schmidt met en garde l'opinion contre une « réaction passionnelle »

De notre correspondant

Bonn. — Les obsèques nationales du procureur fédéral Buback, de son chauffeur, Wolfgang Goebel, et de son garde du corps, Georg Wurzer, victimes de l'attentat du 7 avril à Karlsruhe, ont été célébrées le 13 avril. L'église évangélique de Karlsruhe, où étaient notamment retrouvés le président Walter Scheel, le chancelier Helmut Schmidt et la quasi-totalité du gouvernement de Bonn, était gardée par un millier de policiers et de tireurs d'élite.

Au même moment, une agence de presse de Düsseldorf recevait une lettre signée par un « commando Ulrike Meinhof », accompagnée de la photo du contrat de location de la moto ayant servi au meurtre du procureur. Ce document justifiait l'attentat en affirmant que « Siegfried Buback était directement responsable de l'assassinat des anarchistes Holger Meins, Siegfried Hauner et Ulrike Meinhof ».

Pour les signataires de cette lettre, M. Buback avait agi de concert avec les services secrets de Bonn, la C.I.A. et le Nato Security Committee.

Dans son éloge funèbre, Helmut Schmidt a présenté les victimes comme des « défenseurs exemplaires de l'ordre démocratique ». Visiblement ému, le chancelier s'est gardé de « réagir de manière passionnelle et émotive face à des agressions aussi horribles ».

Il ne fait pas de doute que les quelques millions d'Allemands qui ont pu suivre cette cérémonie en direct à la télévision partagent les sentiments du chancelier. Cet attentat, qui marque le passage d'un terrorisme de plasticage et d'enlèvement à un terrorisme d'extinctions de sang-froid, soulève toujours autant d'indignation que de crainte. Ce ne sont pas les propos du ministre de

Espagne

Malgré une nouvelle démission du gouvernement

L'armée paraît se résigner à la légalisation du P.C.E.

Madrid (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuters). — L'armée Enrrique Amador Franco, secrétaire d'Etat à la marine marchande, cousin éloigné du général Franco, a présenté, mercredi 13 avril, sa démission au roi Juan Carlos I<sup>er</sup>, pour protester contre la décision de légaliser le parti communiste espagnol, prise le samedi 9 avril (le Monde du 12 avril). L'amiral Gabriel Pita de Velasco, ministre de la Marine, avait démissionné lundi pour les mêmes raisons. En revanche, les rumeurs concernant la démission éventuelle du ministre de l'air ont été démenties. Le mécontentement de l'armée, surtout sensible dans les grades les plus élevés de la marine, semble cependant ne pas devoir aboutir à d'autres prises de position aussi spectaculaires.

Le gouvernement recherche un successeur pour l'amiral Pita de Velasco. Le roi Juan Carlos I<sup>er</sup> par l'amiral Francisco de Elizalde, commandant de la marine espagnole en Méditerranée et connu pour ses opinions libérales. En revanche, les milieux conservateurs penchent en faveur de l'amiral Carlos Buhigas Garcia, chef d'état-major de la marine.

La réunion du Conseil supérieur de l'armée (qui comprend notamment les commandants des neuf régions militaires du pays), mardi soir, avait été houleuse. L'agence Europa Press fait état d'un document dans lequel le « Conseil tout entier » exprime sa « répulsion » à l'égard de la légalisation du P.C.E. mais, « étant donné que celle-ci est un fait accompli », l'accepte « par patriotisme et par devoir envers la patrie ». Le Conseil affirme en outre, toujours selon ce document, que l'armée est indissolublement unie dans la défense de l'unité de la patrie, du drapeau national, de la permanence de la couronne et de la discipline de l'armée.

Les réactions continuent à être nombreuses en Espagne après la légalisation du P.C.E. La parti phalangiste de M. Reimundo Raimundo Fer-

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Les conditions d'un consensus

(Suite de la première page.)

Le P.C.F. pourrait difficilement maintenir sa position actuelle si la loi fixant les conditions d'élection des représentants français contenait des garanties sérieuses pour empêcher que cette réforme du recrutement de l'Assemblée de Strasbourg n'aboutisse à modifier son statut et ses pouvoirs. En droit, seule une modification des traités existants dans les formes qu'ils prévoient, c'est-à-dire par l'accord unanime de tous les parlements, pourrait permettre d'étendre la compétence des institutions européennes. Une telle modification devrait être ratifiée par notre Parlement. Elle ne pourrait pas entraîner de transfert de la souveraineté nationale sans révision de notre Constitution. L'application de ces règles est contrôlée par le Conseil constitutionnel. En vertu de sa décision du 30 décembre 1976, celui-ci peut être saisi à cet égard non seulement par le président de la République, par le premier ministre, par le président de l'Assemblée nationale ou par celui du Sénat, mais aussi par soixante députés ou sénateurs, c'est-à-dire par l'opposition.

Des garanties insuffisantes. Ces garanties juridiques ne sont pas négligeables. Mais elles demeurent insuffisantes en face de la pression politique que certains veulent employer pour briser le cadre du traité de Rome. M. Willy Brandt a exprimé une opinion répandue en déclarant que « le futur Parlement européen doit devenir une Constituante ». Les représentants élus par l'Allemagne, la plupart de ceux des petits pays, un bon nombre de ceux de l'Italie, seront prêts à soutenir une telle politique. Qu'arrivera-t-il si elle réunit une majorité à l'Assemblée de Strasbourg ? Alors, il ne serait pas facile aux Etats membres de maintenir la Communauté dans les bornes posées par les traités. Sur tout quand une partie de leurs propres représentants appuierait la thèse de la Constituante.

Combien de nos républicains indépendants, de nos socialistes, voire de nos communistes, risquent-ils de pencher de ce côté ? Une telle perspective justifie l'opposition des communistes, les réticences des gaullistes, des militants du C.R.E.S. et de bien d'autres en face du projet d'élections européennes au suffrage universel. On est l'impression qu'on cherche à prendre la France au piège, pour l'empêcher de faire obstacle ensuite aux décisions que les autres Etats de la Communauté souhaitent imposer par voie majoritaire.

Dans l'immédiat, le danger ne paraît pas très grand. On peut douter qu'une Assemblée européenne émise au suffrage universel décide rapidement de se proclamer Constituante. La Grande-Bretagne n'est pas plus prête que la France à accepter de se plier aux décisions d'organes supranationaux. Les autres Etats seront donc obligés de prendre des précautions pour empêcher un éclatement de la Communauté. Il reste que la logique même d'un Parlement issu de l'élection populaire le poussera dans la voie proposée par M. Willy Brandt, suivant un mouvement constant qui risque d'être d'usage peu à peu les résistances. D'où la nécessité d'arrêter dès le départ des mesures qui puissent empêcher une telle déviation.

A cet égard, on ne peut guère prendre au sérieux l'idée avancée par le chef de l'Etat d'une déclaration de principe figurant en

L'essentiel est ailleurs

L'essentiel est ailleurs. Il consiste à empêcher qu'un représentant du peuple français à l'Assemblée européenne puisse exercer son mandat hors des limites fixées par les traités communautaires. On se propose à ce sujet une disposition très simple, qui aurait le mérite de pouvoir être mise en œuvre non seulement par le gouvernement, mais aussi par les partis d'opposition. Il suffirait d'insérer dans la loi électorale votée par notre Parlement un article du genre suivant :

« Les représentants du peuple français à l'Assemblée des communautés européennes exercent leur mandat dans le cadre des traités communautaires. S'ils sont révoqués tout représentant ayant agi contrairement aux dispositions de ceux-ci dans l'exercice de son mandat. La révocation est prononcée par le Conseil constitutionnel, « si dans les conditions de l'article 61 de la Constitution de la République ».

Cette suggestion n'est qu'une esquisse destinée à fixer les idées. D'autres formules et d'autres procédures sont concevables, et peuvent être meilleures. Notons simplement que celle-ci ne porterait pas atteinte à la liberté de pensée et d'expression des représentants français à l'Assemblée européenne. Ils garderaient le droit de réclamer, d'après leurs convictions, la révision des traités communautaires, à condition de respecter les règles posées par ceux-ci. Ils ne seraient pas plus brimés que les députés nationaux le sont par l'obligation de respecter la Constitution du pays, dont ils ne peuvent proposer la modification que suivant la procédure établie par elle. La seule différence tiendrait aux modalités de sanction, qui seraient elles-mêmes à la discrétion des Etats membres de la Communauté et de celle d'un Etat.

Une disposition de ce genre aurait un double avantage. D'une part, elle marquerait clairement qu'un Etat est décidé à employer tous les moyens juridiques pour empêcher que l'Assemblée européenne ne glisse vers une position de Constituante. Cela ne marquerait pas de faire réfléchir ses partenaires. D'autre part, une telle mesure obligerait désormais tous les partis français à respecter le principe de la souveraineté nationale dans la construction de l'Europe. Dans ces conditions, on ne comprendrait pas que les communistes maintiennent leur opposition au principe même de l'élection européenne au suffrage universel. Mieux, ni les gaullistes ni personne ne retrouveront de ce moyen si précis de bloquer le glissement de la France vers la supranationalité. Ni au moyen d'un tel test de la sincérité du président de la République dans les propos qu'il a tenus le 13 avril.

MAURICE DUVERGER.

A travers le monde

Inde

● LE MINISTRE INDIEN DE LA SANTÉ ET DU PLANNING FAMILIAL est devenu, mardi 12 avril, le ministre de la santé et du bien-être familial. M. Narain, qui a pris cette décision en raison de la « haine » que suscite le mot « planning familial » dans les masses indiennes de la campagne de stérilisation lancée par Mme Gandhi et aujourd'hui interrompue. — (Reuters.)

Ouganda

● LE MARECHAL IDI AMIN a signé, mardi 13 avril, un décret permettant d'envoyer les « chômeurs » et les « vagabonds » dans les fermes ou les usines pour y accomplir un an de « travail forcé », a annoncé Radio-Kampala. Il semble que le décret ait été adopté parce que les autorités ougandaises ne trouvaient pas d'ouvriers pour les plantations de canne à sucre et de thé. Celles-ci

étaient depuis qu'elles ont été confiées à des fermiers ougandais après l'expulsion en 1972 des ressortissants asiatiques et britanniques.

Sénégal

● LE PRÉSIDENT SENGHOR a ouvert mercredi 13 avril à Dakar un congrès de l'Académie pour la promotion de la langue et de la culture latines. Rassemblant plus de deux cents délégués venus d'Afrique, d'Europe et des Etats-Unis, ce congrès tiendra pour la première fois ses assises sur le thème : « Rome et l'Afrique ». — (A.F.P.)

Union soviétique

● LE DOCTEUR MIKHAIL STERN, condamné en 1974 à huit ans de prison en U.R.S.S. et libéré le 14 mars dernier à la suite d'une campagne internationale en sa faveur, est arrivé, le mercredi 13 avril, à Vienne.

Liban

Damas veut éviter la victoire d'une des deux parties en présence dans le Sud

Beyrouth (A.F.P.). — Pour la seconde journée consécutive, les forces conservatrices et les palestino-progressistes ont suspendu leurs attaques dans le Sud-Liban, où seuls des duels d'artillerie ont eu lieu mercredi 13 avril par intermittence.

A la veille d'une nouvelle visite à Damas, où il était attendu ce jeudi, M. Pierre Gemayel, chef du parti des Phalanges, a estimé que « le problème du Sud-Liban ne devrait pas être réglé par la force ». Samedi dernier, M. Yasser Arafat avait demandé, de son côté, au commandement palestinien de suspendre les opérations offensives au Sud-Liban.

M. Arafat avait pris cette décision après un entretien avec le président Assad, chef de l'Etat syrien, et en estimant généralement que les dirigeants syriens vont insister auprès de M. Gemayel pour que les forces de son parti demeurent sur leurs positions au Sud-Liban.

Avant de recevoir M. Gemayel, les dirigeants de Damas se sont entretenus mercredi de la situation avec M. Fouad Boutros, ministre libanais des affaires étrangères et de la défense, qui est allé au Liban pour le président Assad. On estime que, sans vouloir favoriser un camp ou un autre, le gouvernement syrien est désireux d'empêcher une victoire totale de l'un des deux camps en présence dans cette région.

A Beyrouth, cependant, des fedayin hostiles à la Syrie et des soldats syriens de la Force arabe de dissuasion se sont affrontés mercredi.

Un véhicule blindé de la FAD a été pris sous le feu d'armes automatiques de commandos du Front populaire pour la libération de la Palestine-Commandement général (F.P.L.P.-C.G.), dans le quartier de Zaydanah-Tallat-Bil-Khayat (Beyrouth-Ouest). Les occupants du véhicule ont aussitôt riposté à la mitrailleuse lourde.

Feu surprenant, dans le quartier de Turuk-Radiel, proche du grand camp palestinien de Sabra, deux « casques verts » qui venaient d'être enlevés par des hommes armés appartenant également au F.P.L.P.-C.G. ont été libérés par une patrouille de la FAD.

La F.P.L.P.-C.G. est divisé actuellement en deux tendances. L'une, représentée par M. Ahmed Jibril, est favorable à la Syrie, tandis que celle dirigée par M. Abou Abbas lui est hostile, et est solidaire du Front du refus.

Les commandos responsables des incidents relèvent de la seconde tendance.

Deux années de guerre

Il y a deux ans, le 13 avril 1975, éclatait la guerre du Liban. Ce jour-là, un car transportant des Palestiniens est entré dans le quartier chrétien d'Ain-Roman, dans la banlieue de Beyrouth. Les vingt-sept occupants de l'autobus sont tués.

Le quartier d'Ain-Roman devait bientôt devenir lui-même un des champs de bataille d'une guerre civile les plus implacables de l'histoire : cinquante mille morts, des milliers d'effondres, des centaines de milliers de personnes déplacées, des millions de dollars de dégâts. Le Liban de 1975 est bouleversé de fond en comble et, pour une grande part, complètement détruit.

Deux ans après, la guerre n'est pas encore terminée, les combats se poursuivent dans le sud du pays. Mais, dans les autres régions du Liban, les combats ont cessé progressivement au cours des mois de septembre, octobre et novembre 1976, au fur et à mesure de l'avance des troupes syriennes.

On peut distinguer cinq phases dans la guerre. Au cours de la première, les forces armées libanaises s'opposent aux Palestiniens. Puis, à partir de juin 1975, les milices chrétiennes conservatrices entrent dans la bataille contre les forces progressistes. Au cours de la troisième phase, celles-ci reçoivent à leur tour, à partir de janvier 1976, l'appui des Palestiniens. La lutte est alors générale : progressistes et

Palestiniens d'un côté, chrétiens de l'autre.

La quatrième phase s'ouvre le 11 avril par l'intervention ouverte des forces syriennes qui franchissent les frontières du Liban pour venir de façon surprenante au secours des chrétiens. Elles occupent d'abord l'est du pays, puis se rapprochent de Beyrouth, où elles entrent le 15 novembre. Dans l'intervalle, les accords de Ryad (18 octobre), puis du Caire (28 octobre) ont permis à la Syrie de faire entendre par l'intermédiaire de la Salma, organisation palestinienne pro-syrienne leur appel aux forces palestiniennes contre les chrétiens dans le Sud.

La dernière phase s'ouvre à la fin de 1976 et continue au début de 1977. Elle est caractérisée par une nouvelle violence des Syriens, qui apportent, par l'intermédiaire de la Salma, organisation palestinienne pro-syrienne leur appel aux forces palestiniennes contre les chrétiens dans le Sud.

LA TENSION

S'EST ENCORE AGGRAVÉE ENTRE LE CAIRE ET TRIPOLI

La tension entre l'Egypte et le Libye s'est encore accrue mercredi 13 avril. A Tripoli, une marche populaire de protestation « contre les complots du président Sadate envers le peuple libyen, sa révolution et ses institutions » a eu lieu mercredi matin. A annoncé le radio libyen. Un meeting a ensuite été organisé devant le Palais du peuple, en présence du commandant Jalloud.

Selon Radio-Le Caire, les manifestants libyens ont saccagé le bureau de l'ambassade égyptienne à Tripoli, c'est-à-dire l'ambassade. Le radio a annoncé les services secrets libyens d'avoir organisé la manifestation.

Mardi soir, on apprenait de source sûre, au Caire, que les ressortissants libyens se trouvant en Egypte ne sont plus autorisés à quitter le pays. La décision égyptienne concerne même les hauts fonctionnaires et les diplomates libyens en Egypte.

De même source, on apprend que les ressortissants égyptiens travaillant en Libye sont retenus dans ce pays et ne peuvent regagner l'Egypte. On compte quelque cinq cent mille travailleurs égyptiens en Libye. — (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.)

Préparez votre voyage en Israël !  
COURS D'HÉBREU  
INTENSIFS  
CENTRE D'OULPANIM  
Tél. : 766-03-13

M. ALAIN DE ROTHSCHILD (président du CRIF) : la clé du conflit est la reconnaissance d'Israël par ses voisins.

A l'issue du déjeuner qui a été offert par M. Valéry Giscard d'Estaing aux représentants de la communauté juive (le Monde du 14 avril), M. Alain de Rothschild, président du conseil central et président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a rendu public une déclaration écrite dans laquelle il affirme notamment :

« Il m'a été agréable de dire à M. le président de la République que les excellentes relations qui existent entre les familles spirituelles du pays. Ces relations peuvent être considérées comme exemplaires. Nous constatons cependant un certain antisémitisme, mais il n'est pas de caractère religieux. (...) »

« Au Proche-Orient, notamment, il nous paraît qu'il n'est pas suffisamment tenu compte du fait que la clé du conflit est le refus que les voisins d'Israël opposent au principe même de l'existence de l'Etat juif. Cette reconnaissance d'Israël par ses voisins nous paraît être une des conditions principales du règlement du conflit. A titre au moins énoncé, la solution du contentieux territorial et celle du problème palestinien. (...) »

IMMENSE GARDE-MEUBLES  
BALKY.  
148 AV. DU MANE  
75014 PARIS  
561.43.00

ON ET BANDITISME

libit dangereusement le l'Etat

est de savoir quels sont les liens entre la violence et la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.

On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure. On peut dire que la violence est le produit de la criminalité de grande envergure.



# ASIE

## Intermède électoral en Indonésie

III. — Dans l'attente du « roi juste »

De notre envoyé spécial PATRICE DE BEER

Les partisans du général Suharto ont toutes les chances de l'emporter aux élections générales du 2 mai. L'opposition, étroitement contrôlée par le pouvoir, n'est guère en mesure de démentir une situation caractérisée par de grandes inégalités (« Le Monde » des 13 et 14 avril). La religion aura toutefois un rôle à jouer dans le vote d'un peuple en majorité musulman.

Jombang. — A une heure de voiture à l'ouest de Surabaya, Jombang, bourgade javanaise comme les autres, s'étire le long de la grande route, entourée de rizières verdoyantes. Pourtant, au premier coup d'œil, on remarque des écoles au costume surprenant : elles ne portent ni le sarong des paysans ni la sage jupe plissée de couleur, uniforme des écoles d'Indonésie. Les enfants sont vêtus d'une jupe descendant presque jusqu'aux pieds, souvent verte — couleur de l'islam — d'une blouse à manches longues, et ont la tête recouverte d'un long fichu blanc qui leur retombe sur les épaules. Il s'agit d'écoles des écoles — les pondoks ou pesantren — qui ont fleuri depuis près d'un siècle sous l'impulsion de chefs spirituels musulmans orthodoxes.

Ici, les musulmans sont chez eux : ils régneraient en maîtres si leur influence n'était pas quotidiennement contestée par les autorités, le Golkar et les « rois justes » qui se sont rangés du côté du pouvoir. Le parti musulman, le P.F.P., y est fortement implanté, représenté par un député à la plus dure, issue du parti N.U. Le Nahdlatul Ulama, très actif aux côtés des militaires lors du coup d'État de 1965 qui chassa du pouvoir Sukarno et massacra ou internait des centaines de milliers de « communistes ».

M. Yusuf Hasmy, député, dir-

leur du pondok de Tebu Ireng, quadragénaire souriant, traditionaliste religieux, mais ouvert à certaines innovations, nous fait faire le tour de son domaine. Il existe dans le district de Jombang vingt-huit pondoks dont les quatre principaux sont situés aux points cardinaux de la ville. Les élèves étudiants — filles et garçons l'après-midi — la religion aussi bien que les langues étrangères et les disciplines scientifiques. Il existe même une toute petite université coranique.

Une visite à Jombang démontre que l'islam est devenu, depuis quelques années, la force d'opposition la plus puissante et la plus dangereuse pour le gouvernement du président Suharto. M. Yusuf Hasmy nous raconte comment une « révolution culturelle », menée par des étudiants et des enseignants, a chassé du pondok de Rejojo un directeur trop proche du Golkar. Ailleurs, des professeurs ont été arrêtés pour s'être

opposés aux musulmans gouvernanteux.

« Le P.F.P. est le seul ennemi du gouvernement », c'est pourquoi on emprisonne ses meilleurs dirigeants, affirme M. Yusuf Hasmy. Le P.D.I. (autre parti autorisé) est trop faible. Il n'y a certes plus de communistes, mais le pouvoir même le danger d'un régime de « marxisme ».

Un dirigeant musulman qui, bien entendu, veut garder l'anonymat, s'exprime plus librement encore : « Les communistes et nous, nous avons le même ennemi », nous dit-il à propos du gouvernement. Il cite l'exemple du sud de la Thaïlande où, selon lui, les musulmans ont eu besoin des communistes pour réussir à se faire entendre. Qu'attend-il de la prochaine consultation ? Il répond vaguement : « Il faudrait nous écarter ! Rien ne peut sortir de ces élections, car tous les candidats sont en fait nommés par le gouvernement ».

Le Christ contre le prophète

Le professeur Hamka, président de l'association des Ulama, un vieil homme barbu s'appuyant sur une canne, nous fait visiter son bureau de la mosquée Al-Azhar, à Kebayoran-Baru, dans la banlieue de Djakarta, affreuse construction qui semble sortie d'un film de série B sur les Mille et Une Nuits. Il se plaint de la « démission » des dirigeants musulmans de valeur, de l'« infiltration » des catholiques par les communistes et de la « Kristianisasi », christianisation qui heurte tant les disciples du Prophète. Il dénonce le soutien accordé, « pour des raisons politiques », par certains centres du pouvoir aux partisans du mysticisme javanais, le « Kebatinan », en pleine expansion.

« Si nous renouons ce gouvernement, les communistes le remplaceraient, car l'islam n'est pas assez puissant ; c'est pourquoi nous le tolérons dans certaines limites. Aux jeunes qui veulent aller trop vite, je cite cette phrase du Coran : « Tu seras mesuré dans tes actions afin que personne ne se remarque ».

La violence d'identification au monde islamique ne se retrouve certes pas chez tous les musulmans, qui forment, officiellement, près de 90 % de la population. C'est à la fois, dirait-on, comme M. Choudhury Sharif Ruman, élève même : « L'arabisme n'est pas l'islam ; les musulmans des pays arabes sont opprimés. Nous sommes musulmans, mais aussi javanais, et il n'y a pas de contradiction entre l'islam et notre tradition ».

Mais, dans un pays où l'opposition politique ne trouve pas sa place, que reste-t-il, sinon la religion, pour exprimer son mécontentement ? D'autant que les activités islamiques sont devenues insignifiantes, quelques croyants dispersés ayant grand-peine à survivre dans l'attente de jours meilleurs.

L'Indonésie connaît la situation paradoxale d'un pays musulman laïque où les chrétiens — surtout catholiques — jouissent d'une influence démesurée par rapport à leur nombre. Dans le centre de Java, l'islam recule devant la croix, mais aussi devant le Kebatinan et un renouveau inattendu du bouddhisme et de l'hindouisme. A l'est de l'île, ces dernières religions feraient chavirer la croix, mais aussi devant les droits civiques, mais il leur est encore difficile de se réinsérer dans la communauté et de trouver du travail. Par exemple, pense-t-on à l'Indonésie, il est interdit d'inviter aux réunions les anciens « C » même s'ils ont le droit de vote !

An rythme actuel, il faudrait encore des dizaines d'années pour que les « A » soient tous jugés et que les « B » soient libérés. Encore faudrait-il, pour ces derniers, que leur « libération » ne consiste pas en une déportation. Ce fut le cas des onze mille détenus envoyés dans l'île insulaire de Buru depuis 1965, où leur famille peut les rejoindre.

Depuis 1965, bien d'autres Indonésiens ont subi l'usure du chemin des prisons. Nombre d'entre eux étaient à l'origine des partisans du régime actuel, comme ces étudiants arrêtés pour avoir manifesté contre les liens étroits entre l'Indonésie et le Japon en janvier 1974 ou ces musulmans que l'on accuse de comploter en faveur d'un Etat islamique. Aux officiers généraux dont la fidélité devient douteuse, on préfère toutefois donner une ambassade lointaine.

Dernière une façade de libéralisme, le régime militaire gouverne avec une main de fer. Tout habitant qui désire quitter son domicile doit obtenir un permis d'absence. Les policiers ont le droit de visiter à son arrivée et à son retour. On exige toujours de ceux qui étaient arrêtés lors des événements de 1965 un certificat de « non-implication » dans le coup d'Etat communiste pour obtenir un emploi. — P. de B.

le gouvernement « il s'agit d'un bon acte », nous dit le professeur Hamka, qui affirme pourtant avoir donné sa signature sans la moindre intention de s'associer à un complot.

Cette étrange entreprise a été considérée comme un avertissement démontrant que l'appareil répressif n'était plus capable de faire face à toute éventualité, tandis que le chef de l'Etat jugeait nécessaire d'écarter à ses ministres une lettre affirmant solennellement son intégrité.

Les « complots » musulmans découverts ont opportunément à la veille de la campagne électorale sont-ils de la même veine ? Les musulmans affirment que les « complots » de la police, en l'absence de la police, ont été l'invention de la police. Le quotidien catholique Kompas, un des journaux les plus sérieux, avec Sinar Harapan, protestant, écrit récemment : « Nous sommes d'accord pour qu'une action ferme soit entreprise contre tous les actes de violence... Mais nous devons ramener ce problème à ses véritables proportions (...). Incidemment, on peut noter que la découverte de ce complot musulman coïncide avec l'arrivée des élections générales. Cela peut faire naître des questions... »

De nombreux anciens « communistes » libérés ont blanchi après 1965 se sont convertis officiellement au christianisme, à la fois par opposition à l'islam et parce que l'Eglise était plus à même de la protéger et de les aider à se réinsérer dans la société. Une telle situation ne risque-t-elle pas de devenir dangereuse, en favorisant un renouveau du fanatisme religieux chez certains musulmans ?

L'Indonésie indépendante n'a connu que deux chefs, l'un et l'autre prestigieux et tout-puissants. Chacun est arrivé au pouvoir du fait d'une révolution, nationale et anticommuniste pour le charismatique Sukarno, anticommuniste pour Suharto. Si les dirigeants les plus lucides souhaitent de réformes sociales et l'organisation d'une transition sans heurts, c'est avant tout pour éviter un troisième bouleversement.

Le même moment, dans l'ombre, de jeunes officiers qui n'ont pas combattu pendant la guerre d'indépendance comme les généraux au pouvoir aujourd'hui, mais qui ont été formés par l'effectif de la troupe, rongent leur frein dans les casernes sans que l'on sache trop bien à quel va leur allégeance. La façon dont a été conduite l'invasion de Timor, où les soldats indonésiens ont subi de lourdes pertes devant un adversaire inférieur en nombre, a semé le doute dans leur esprit sur la compétence de ceux qui les commandent. Leur intention réelle pourrait peser plus lourd sur le destin du pays que le résultat de l'actuel intermède électoral.

PIN

### Singapour

● DIX DÉTENU POLITIQUES arrêtés en février dernier en vertu des dispositions sur la sécurité intérieure, et soupçonnés d'activités procommunistes, vont être libérés, à condition qu'ils fournissent une caution financière de 100 dollars. Deux de ces détenus, MM. Arun Senkuttuvan, correspondant du journal londonien Financial Times (Le Monde du 4 avril), et un autre d'une compagnie aérienne seront libérés de leur nationalité. Parmi les détenus encore incarcérés, figure M. Ho Kwong Ping, ancien correspondant à Singapour de l'Economic Review.

### Pakistan

## Quatre dirigeants du parti de M. Bhutto ont donné leur démission

Après l'annonce de la démission du maréchal de l'air Abdur Rahim Khan, ambassadeur du Pakistan à Madrid (Le Monde du 14 avril, dernière édition), le premier ministre pakistanais, M. Bhutto, dont le gouvernement doit faire face à de graves troubles depuis un mois, vient de subir un nouveau revers avec la démission, mercredi 13 avril, de quatre des principaux dirigeants de sa formation, le Parti du peuple pakistanais (P.P.P.).

Parmi eux figure le secrétaire général du P.P.P., M. Mouschir Hussain, numéro 2 du parti après le premier ministre, indigne-t-on dans les milieux officiels. Un autre démissionnaire, M. Sahid Ahmad Ali, a demandé le départ de M. Bhutto, parce que, a-t-il dit, la répression exercée par le gouvernement contre l'opposition qui

demande de nouvelles élections a mis le pays au bord de la guerre civile.

Les deux autres dirigeants du P.P.P. qui ont abandonné M. Bhutto sont MM. Abdoul Hafiz Kardar, ancien ministre de l'éducation, et Taj Mohammad Langa, vice-secrétaire général du P.P.P. pour le Pendjab.

Un porte-parole de l'alliance nationale pakistanaise (opposition), a déclaré que les émeutes qui ont eu lieu dans tout le pays depuis le début du mouvement de protestation contre les fraudes électorales ont semé le trouble et que le gouvernement, ont fait trois cents morts (tués par la police), et plusieurs milliers de blessés. Vingt-huit mille personnes auraient en outre été emprisonnées. — (T.P.I.)

### Le Vietnam à Antenne 2

## Hanoi-Saigon : le prix de la paix

A l'image du Transvietnamien, que relie à nouveau depuis peu, sur 1 800 kilomètres, Hanoi à Saigon (Ho-Chi-Minh-Ville), le reportage que propose, mercredi soir, Antenne 2 (Hanoi-Saigon : Quel prix pour la paix ?) nous a fait glisser, en surface, sur la voie officielle du Vietnam indépendant et réuni sous la férule du parti communiste.

Images d'une paix qui ne désarme pas et qui mobilise aujourd'hui cinquante millions de Vietnamiens pour la reconstruction d'un pays ravagé par trente années de guerres implacables par l'étranger, et pour l'édification d'un ordre moral et économique marxiste-léniniste. Sur une toile de fond, où les ravages et les traumatismes de la guerre sont visibles, on sent, au fil du commentaire, les contraintes imposées par les nécessités de la vie et de l'harmonisation des sociétés hier antagonistes. On perçoit également les difficultés, et les limites, d'un tel reportage, dans le Vietnam de 1977.

Des usines du Nord aux nouvelles zones économiques rurales du Sud, en passant par les dispensaires du Centre, on voit les Vietnamiens au travail, leurs visages, leurs gestes, leurs différences. Mais on serait étonné de leur élan, qu'ils passent de leurs problèmes de leurs enthousiasmes ou de leurs inquiétudes, trop faciles à imaginer lorsqu'on les a connus si divers, si aisément critiques, caustiques.

Tout, semble-t-il, tend à s'uniformiser, à commencer par les uniformes des soldats vainqueurs. On sent les opposants d'hier : bouddhistes, catholiques progressistes, étudiants... Ils ne posent pas de problèmes, a affirmé M. Nguyen Khac Vien, président de l'Union des Vietnamiens, au cours du débat qui a suivi. Mais peut-être en ont-ils ?

De même, on s'interroge, après la « réduction » — la plus forte du film — sur l'efficacité du gavage quotidien des anciens officiers et policiers du régime Thieu, annonçant le nouveau code

R.-P. P.

(1) Reportage de Roger Pic, Paul Nelson et Daniel Malliot.

### L'EXPLOITATION DU

## L'Assemblée renforce la et la répress

ANCIENS COMBATTANTS

Il y a cinquante ans

LA BATAILLE DU CHEMIN DES DAMES

Le 15 avril 1927, cinquante ans après la bataille du chemin des Dames, les anciens combattants de la Première Guerre mondiale ont célébré à Paris le cinquantenaire de la victoire. L'Assemblée nationale a tenu une séance solennelle à l'occasion de laquelle M. René Fassin, ministre de la Défense nationale, a prononcé un discours. Il a rappelé les faits de la bataille du chemin des Dames, le 15 avril 1927, et a souligné l'importance de cette victoire pour la France. Il a également souligné le rôle des anciens combattants dans la reconstruction du pays et dans la défense de la démocratie.

### ARMÉE

## M. ROQUES DÉCLARE L'ANTICOMMUNISME DE DEUX CONSEILS MUNICIPAL DE CHARENTAIS

M. Roques (R.I.), député, a déclaré, mercredi 13 avril, à l'Assemblée nationale, que « deux conseils municipaux de Charente ont été déclarés anticommunistes ».

Il a précisé qu'il s'agit des conseils municipaux de Saint-Jean-d'Angély et de Saint-Paul-Mac-Grégoire. Il a souligné que ces deux conseils ont été déclarés anticommunistes en raison de leur attitude à l'égard du régime communiste.

M. Roques a également souligné l'importance de la lutte contre le communisme en France, et a appelé à la vigilance de tous les Français.

# SOLDES 10 à 60%\*

Pour faire plus de place à sa nouvelle collection de salons en cuir

## La Boutique du Brésil

solde ses cuisines Brasília-Bauknecht (30%) ainsi que 122 lots de canapés et fauteuils en cuir

\* 6 lots à 10%-40 lots à 20%-40 lots à 30% 30 lots à 40%-6 lots à 60%.

43 avenue de Friedland 75008 Paris (Métro Etoile).

# éditions sociales

A l'occasion de la venue à Paris d'Alvaro Cunhal

## ALVARO CUNHAL

### PORTUGAL, l'aube de la liberté

1 vol. : 13 F

## Jacques FREMONTIER

### PORTUGAL, les points sur les i

1 vol. : 30 F

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

# vient de paraître

## LA NOUVELLE POLITIQUE DE L'IMMIGRATION.

1977, 168 p., 25 F

## L'IMMIGRATION EN FRANCE

EN 1975.

Conjoncture économique et immigration : l'immigration des travailleurs permanents ; l'immigration familiale.

Suivent quelques données statistiques du travail, du logement, de la santé, de l'éducation.

12 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

21 rue Voltaire 75340 Paris-Cedex 07

مكتبة من الأصل



CETTE SEMAINE, COMME CHAQUE SEMAINE, UN SCOOP DANS

# CHARLIE HEBDO

UNE INTERVIEW DU GÉNÉRAL PINOCHET

ICI, C'EST MOI  
QUI POSE LES  
QUESTIONS!

PARTOUT  
Tous les JENDIS  
4<sup>h</sup>50

cabre

























# Le Monde DES LIVRES

## Un Sioux loustic et sage

Un Sioux encore, confesse par un anthropologue, mais, pour raconter sa vie et sa mémoire, celui-là a une voix admirable.

La loi sur l'urbanisme

Cette répartition des pouvoirs de décision entre les préfets et les maires des grandes villes va être modifiée par l'un des projets d'application de la loi relative à l'urbanisme. Il est prévu de donner aux maires la signature des permis de construire dans les zones d'habitat collectif, sans supprimer toutefois l'avis de l'architecte des bâtiments de France, qui ne doit pas être consulté avant l'élaboration du projet. Les maires des communes de moins de 200 habitants ne pourront pas signer les permis de construire dans les zones d'habitat collectif. Pour la zone d'habitat individuel, le maire pourra signer le permis de construire sans l'avis de l'architecte des bâtiments de France.

Enfin, cette loi va permettre aux maires de signer les permis de construire dans les zones d'habitat individuel, sans l'avis de l'architecte des bâtiments de France. Pour la zone d'habitat individuel, le maire pourra signer le permis de construire sans l'avis de l'architecte des bâtiments de France.

La loi sur l'urbanisme

La loi sur l'urbanisme

La loi sur l'urbanisme

Le livre de l'anthropologue, tout parle du Sacré : le corps des filles et les hommes du vent, le bavardage des papillons, le malheur sans pitié, la mort d'un grand-père, les délices d'après-midi, les délices d'après-midi. Ce livre est un chef-d'œuvre. C'est la folie. Et que le Sacré s'efface devant la folie.

La maladie, la prison, la misère, l'ignorance, il fallait que le monde d'expérience soit... C'est la folie. Et que le Sacré s'efface devant la folie.

Depuis que les blancs ont débarqué, la nature indienne se reconstruit : les blancs de jadis, les grands maîtres des débuts du temps que les blancs ont effacé, jusqu'à Jésus-Christ, les blancs d'aujourd'hui, les blancs d'aujourd'hui, les blancs d'aujourd'hui.

L'homme blanc n'a pas connu le moindre chemin de Damas. Il sait que le Grand Esprit existe, c'est qu'il ne l'a pas rencontré. Il ne l'a même pas cherché puisque le Grand Esprit est partout quand on sait regarder. A celui qui a la Vision,



des prisons partout et des Indiens seuls dedans. Les Sioux sont des héros, des héros : ne sont-ils pas assez braves pour croire que les animaux mûrissent, que les coquilles, par exemple, jouent un petit rôle dans la machinerie des choses ? Ou bien que le ciel, et l'eau des ruisseaux, et les prairies de la terre ne peuvent pas être découverts, partagés, vendus et revendus ? Alors vous étonnez, après cela, que les Sioux soient des héros lamentables !

GILLES LAPOUPE.

★ De mémoire indienne. La vie des Sioux avant et pendant la guerre. Tahiti et Richard Brousseau. Collection « Terre humaine », Flammarion, 200 p., 125 F.

## ZAZOUS ET COLLABORATEURS

Ils aiment le jazz, se moquent de Pétain, ignorent la Résistance.

Les zazous, enfin quelqu'un leur a écrit un livre. Jean-Claude Loiseau, un jeune qui, sans le savoir, est un grand homme. Dans un sens, c'est préférable, les gens qui ont vécu ce phénomène manquent sans doute de recul, d'objectivité. Ils n'ont pas le recul, d'objectivité. Ils n'ont pas le recul, d'objectivité. Ils n'ont pas le recul, d'objectivité.

Les zazous, enfin quelqu'un leur a écrit un livre. Jean-Claude Loiseau, un jeune qui, sans le savoir, est un grand homme. Dans un sens, c'est préférable, les gens qui ont vécu ce phénomène manquent sans doute de recul, d'objectivité. Ils n'ont pas le recul, d'objectivité. Ils n'ont pas le recul, d'objectivité.

Les zazous, enfin quelqu'un leur a écrit un livre. Jean-Claude Loiseau, un jeune qui, sans le savoir, est un grand homme. Dans un sens, c'est préférable, les gens qui ont vécu ce phénomène manquent sans doute de recul, d'objectivité. Ils n'ont pas le recul, d'objectivité. Ils n'ont pas le recul, d'objectivité.

Les zazous, enfin quelqu'un leur a écrit un livre. Jean-Claude Loiseau, un jeune qui, sans le savoir, est un grand homme. Dans un sens, c'est préférable, les gens qui ont vécu ce phénomène manquent sans doute de recul, d'objectivité. Ils n'ont pas le recul, d'objectivité. Ils n'ont pas le recul, d'objectivité.

Les zazous, enfin quelqu'un leur a écrit un livre. Jean-Claude Loiseau, un jeune qui, sans le savoir, est un grand homme. Dans un sens, c'est préférable, les gens qui ont vécu ce phénomène manquent sans doute de recul, d'objectivité. Ils n'ont pas le recul, d'objectivité. Ils n'ont pas le recul, d'objectivité.

La collaboration. Ce livre est un chef-d'œuvre. C'est la folie. Et que le Sacré s'efface devant la folie.

La collaboration. Ce livre est un chef-d'œuvre. C'est la folie. Et que le Sacré s'efface devant la folie.

La collaboration. Ce livre est un chef-d'œuvre. C'est la folie. Et que le Sacré s'efface devant la folie.

La collaboration. Ce livre est un chef-d'œuvre. C'est la folie. Et que le Sacré s'efface devant la folie.

La collaboration. Ce livre est un chef-d'œuvre. C'est la folie. Et que le Sacré s'efface devant la folie.

La collaboration. Ce livre est un chef-d'œuvre. C'est la folie. Et que le Sacré s'efface devant la folie.



Un historien de moins de 40 ans ouvre la fosse commune de nos déshonneurs nationaux. L'EXPERIENCE rend myope. Ces quatre années de l'Occupation, ceux qui les ont vécues ne peuvent y voir que l'épopée, le noir-ou-blanc du bien et du mal. Mais un film de témoignages juxtaposés, comme le Chaplin et la Pitié, a soulevé des passions contestataires. La synthèse est difficile à recueillir. Pascal Ory est né en 1945. Il est agrégé d'histoire. Dans les Collaborateurs 1940-45 et dans un choix de textes, la France allemande, il nous offre une fresque aux multiples portails.

Un choc, ce surmoi. Les « collaborateurs » ? Ils viennent de toutes les idéologies. Bien sûr, nous trouvons les prédestinés, les admirateurs du fascisme et du nazisme. Ceux-là, nous les attendions : Doriot, le grand Jacques, qui, ayant fait jusqu'en 1934 diriger le P.O.F., attend la bénédiction de Hitler pour gouverner la France. Et le Français Bocard et ses francistes ; les admirateurs de Nietzsche et de Wagner qui tirent du surhomme et des dieux nordiques des conclusions « raciales », la dévotion au chef et aux masses populaires.

DOMINIQUE DESANTI.

(Lire la suite page 16.)

★ LES COLLABORATEURS, de Pascal Ory, Flammarion, 200 p., 125 F.

★ LA FRANCE ALLEMANDE, de Dominique Desanti, Flammarion, 200 p., 125 F.

★ LES ZAZOUS, de Jean-Claude Loiseau, Le Sagittaire, 200 p., 39 F.

## ARTAUD «normalisé»?

Le 25 mai 1944, à la gare d'Austerlitz, deux hommes se quittent en s'embrassant, les larmes aux yeux. L'un s'appelle Paul Eluard, directeur de l'hôpital psychiatrique de Saint-Asp. Il est venu rendre l'autre à la liberté, ou du moins à ses amis, après trois ans de soins. L'autre, visage supplicié par neuf années d'asile et cinquante de souffrances, regard de glace jetant le feu, c'est Artaud, qui va mourir en 1948 en poussant des cris inarticulés, se débattant vers 1960 en poésie primitive. Fou ou génie ? Artaud ou appelé à l'ordre ? Victime d'un malade ou suicidé de la poésie ? La question demeure posée depuis vingt ans par ceux de l'anti-psychiatrie et de l'internement, deux livres la rouvrant à point nommé.

Nouveaux Ecrits de Rodaz doit être rangé auprès des tomes XI et XII des Œuvres complètes comportant les Lettres de Rodaz. On y trouve des correspondances inédites de 1935-1937, une curieuse lettre à Pierre Laval datant de 1944, quelques lettres de rares amis, une lettre d'adieu pendant la guerre, mais surtout une quarantaine de lettres au docteur Fardière, que celui-ci a découragé à livrer tant qu'on n'aurait pas voulu « redresser » le poète.

C'est le procès d'Artaud, il court le long du numéro spécial de la revue Obliques, notamment la plume de l'anthropologue S. Lévi. Artaud aurait été victime d'une « maladie » psychiatrique comparable, en moins de temps, à celle que souffrait le « fou » soviétique.

Certaines des Nouveaux Ecrits de Rodaz renforcent ces thèmes. Les comportements qui y sont évoqués se ressemblent.

par Bertrand Poirot-Delpech

Justifier l'internement. Rien à table, cracher par terre, parler tout haut ou tout bas, l'église ou tout son long, ne requiert la loi, surtout la loi d'un auteur qui a toujours écrit ce genre de provocation, en même temps sa théorie du langage. Offrir ses services au gouvernement — la lettre à Laval — ne signe pas davantage la démission, ou pire, que les milliers que les politiciens méritent la camisole. Artaud dit adieu à la poésie quand il jure n'avoir jamais échappé à « un grand inconscient » ; ne pas que ce qu'il écrit, si qu'un scrivain, comme l'écrivain Barthes, est toujours un peu plus truqueur que fou.

On souffre d'Artaud qu'on ne peut pas le moment, méditer ses poèmes, d'Artaud de Rodaz. On s'indigne que, pour s'y soustraire, il raffine, tel un enfant battu, sur la morale et la dévotion à la bonne société, mais qu'il se casse à décrire son « mal » comme fondateur de poésie et de religion à l'égal de ceux de Rimbaud et de Christ.

MAIS les lettres de Rodaz régressives et de révolte font partie d'une poésie pathologique, une poésie d'Artaud. On s'indigne que, pour s'y soustraire, il raffine, tel un enfant battu, sur la morale et la dévotion à la bonne société, mais qu'il se casse à décrire son « mal » comme fondateur de poésie et de religion à l'égal de ceux de Rimbaud et de Christ.

(Lire la suite page 16.)

★ NOUVEAUX ECRITS DE RODAZ, d'Artaud, Editions Gallimard, 100 p., 39 F.

★ ARTAUD, revue Obliques, 10-11, 64, Editions, 200 p., 125 F.

## Le juif du «Berlin rouge»

Munich Sperber avait conté son enfance en Galicie dans Porteurs d'eau, premier volet de son autobiographie. Dans le Pont inachevé, nous le retrouvons jeune juif communiste vivant à Berlin la montée du nazisme.

«L'EMPIRE est une corde, entre deux et surhomme tendue, une corde sur un abîme. Dangereux de passer, dangereux d'être en chemin, dangereux de se retourner, dangereux de trembler et de rester sur place !»

J.-L. PINARD-LEGREY.

(Lire la suite page 16.)

★ LES TEMPS-LOU, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.

★ LE PONT INACHEVÉ, de Munich Sperber, Calmann-Lévy, 200 p., 125 F.



**GALLIMARD**



---

\_\_\_\_\_

1000 & Charlebois 13

---















## lettres étrangères

### Utopie ou le royaume des femmes

■ Un conte hongrois, mais aussi un manifeste masculin.

Un demi-siècle après sa première édition française, aujourd'hui introuvable, on publie à nouveau un des plus curieux romans hongrois de l'après-guerre : *Capillaria*, de Frigyes Karinthy, dans une nouvelle édition de Voyage autour du monde.

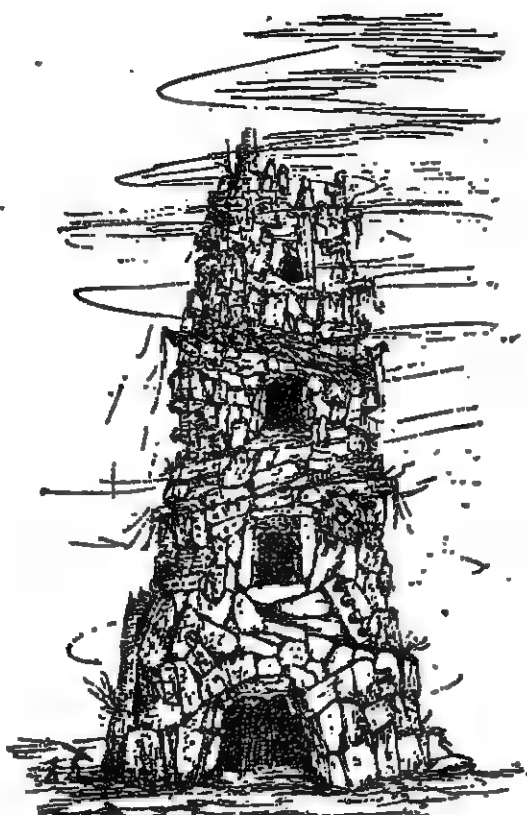
La torpille sous-marin a touché le bateau et voilà le narrateur en route vers un étrange pays. Il y découvre des ondes gigantesques qui vivent dans le bonheur et le plaisir. A l'extrême du monde, un monde non plus, un monde consommant dans leurs repas une vermine assez répugnante : les bullockes. Ce sont des mâles sous-développés, minuscules ropides gronilleux. Le narrateur est obligé jusqu'au jour où elle découvre qu'à tout prendre — il appartient plutôt à l'ignoble monde des bullockes, et l'exile impitoyablement.

#### Contre un faux culte

Les bullockes travaillent sans cesse à améliorer leur sort : lorsqu'ils sont sous-marin, les bullockes les présentent en chassant les bullockes par fumigation. Pourtant les bullockes ne voient là qu'une forme de fatalité ; ils ne veulent pas à l'humanité des bullockes, qui leur semblent une invention des métaphysiciens et des poètes ; ils se remettent à construire d'autres tours. Le narrateur finit par échapper à ce triste univers de travail fébrile, de rivalités et de violence.

Frigyes Karinthy, qui était en même temps un grand et un fervent lecteur des romans français du dix-neuvième siècle, a pratiqué lui-même si bien à ses philosophes l'utopie, moyen idéal pour aller à l'essence d'un récit à une critique des mœurs et usages les plus répandus. C'est la description de ce monde féminin du bonheur parait-il délicate et subtil, à elle seule, à dénoncer bien des mythes phallologiques de l'après-guerre. Qu'on ne s'y trompe pas cependant. Le roman de Karinthy n'est pas un manifeste féministe. Et la postface de 1935 éclaircit, au contraire, la lecture qui se fera de *Capillaria* ou en envient par la femme subtile des dessins de Karinthy, mais trop se soucier de l'histoire et en oubliant, comme les bullockes, les bullockes.

■ *CAPILLARIA* OU LE PAYS DES FEMMES de Frigyes Karinthy, préf. de G. Zwarg, dessins de Stanislas Lepri, traduit du hongrois par Véronique Charrière ; Belfond, 6, place du Marché-Sainte-Catherine, 1977, p. 24 F.



★ D'UNE MANIÈRE LÉGERE

Le monde des bullockes n'est pas un monde de femmes. L'image de la femme dans le monde des bullockes est un faux culte de la femme qui, en fait, entraîne non seulement

un monde mais aussi de l'homme. Finalement, *Capillaria* est un roman qui libère l'homme de la masculinité.

BIATRICE DIDIER.

### Contes africains

■ Denise Paulme recueille depuis plus de vingt ans la tradition orale africaine. Les contes qu'elle rassemble dans la Mère dévorante éclairent la structure et la fonction du conte dans les sociétés archaïques.

OPÉRANT dans une autre circonscription à l'Afrique occidentale, au sud du Sahara, Denise Paulme a recueilli le plus grand nombre possible de contes d'un monde contre-type, et elle en étudie les structures. Elle s'efforce d'en dégager la plus connue et la plus courante, la plus simple du conte initiatique, celle du conte initiatique, celle du conte initiatique, celle du conte initiatique.

Le thème de l'initiation est présent dans la vie quotidienne. Sous la forme d'un jeu verbal sont évoqués des conflits fréquents. Ainsi, la belle-mère, personnage auquel, dans la vie réelle, on ne peut pas refuser, devient fréquemment une ogresse. « Celle qui mange tout ».

Ce thème de l'initiation se retrouve dans l'étrange mythe de la « femme dévorante », où une femme mange une fois parvenue à maturité, tout sur son passage. Jusqu'au moment où un homme arrive : la femme se change en un objet de la vie, la femme se change en un objet de la vie, la femme se change en un objet de la vie.

La plupart des contes africains ont une fonction initiatique. Ils servent à l'éducation des jeunes, à leur initiation à la vie, à leur initiation à la vie, à leur initiation à la vie.

■ Voyage dans un delta fantôme en compagnie d'une poupée gonflable.

On dira trop vite de ce livre qu'il est un livre érotique. C'est *Delta de Vénus*, qui est né en 1933, était connu pour ses images surréalistes et fantasmagoriques, et, dans les années 50, ces signes énigmatiques qui se trouvent dans les tableaux de Chirico. Sandro Zanotto, qui est né en 1933, était connu pour ses images surréalistes et fantasmagoriques, et, dans les années 50, ces signes énigmatiques qui se trouvent dans les tableaux de Chirico.

Le thème de l'initiation est présent dans la vie quotidienne. Sous la forme d'un jeu verbal sont évoqués des conflits fréquents. Ainsi, la belle-mère, personnage auquel, dans la vie réelle, on ne peut pas refuser, devient fréquemment une ogresse. « Celle qui mange tout ».

BIATRICE DIDIER.

### Érotisme et baroque à l'italienne

■ *Delta de Vénus*, par Sandro Zanotto, traduit de l'italien par Thierry O. Séchan, préf. de André Pieyre de Mandiargues ; Jean-Jacques Pauvert éditeur, 1977, p. 48 F.

Le thème de l'initiation est présent dans la vie quotidienne. Sous la forme d'un jeu verbal sont évoqués des conflits fréquents. Ainsi, la belle-mère, personnage auquel, dans la vie réelle, on ne peut pas refuser, devient fréquemment une ogresse. « Celle qui mange tout ».

BIATRICE DIDIER.

■ *Delta de Vénus*, par Sandro Zanotto, traduit de l'italien par Thierry O. Séchan, préf. de André Pieyre de Mandiargues ; Jean-Jacques Pauvert éditeur, 1977, p. 48 F.

HUBERT JUM.

### Le troisième festival de la bande dessinée à Montréal

Le Québec doit être apprécié des distributeurs. Les décalés, les « stagiaires » du stock français, on les lui envoie sans complexe. On voit des aventures épiques ou des romans à l'italienne, par l'âge cette fois, les *Pilotes* cacochymes, de *Zoom* d'avant la dernière glaciation.

Non, le Québecois se désintéresse de la B.D., au contraire. « Astérix » peut-être à cinq mille exemplaires en France ; ici il en part cent vingt-cinq exemplaires à cinq mille exemplaires. On voit des aventures épiques ou des romans à l'italienne, par l'âge cette fois, les *Pilotes* cacochymes, de *Zoom* d'avant la dernière glaciation.

Les éditeurs québécois, qui devraient être plus concernés encore, sont réticents. La B.D., depuis qu'elle a quitté les grandes oreilles du *Journal de Mickey*, dérange un peu. Pour ne pas prendre de risque, ils éditent un peu de B.D. mais ils ne veulent pas de la B.D. mais ils ne veulent pas de la B.D.

D'ailleurs, les dessinateurs québécois, nombreux (soixante-dix exposés au festival), sont fatigués de la commercialisation de leurs œuvres. Ils veulent être reconnus, ils veulent être reconnus, ils veulent être reconnus.

Après Brecher l'année dernière, quelques gènes de la B.D. ont été discutés avec le public. L'année, Peyo, Schtroumpfs, les mystères Tardi, le père de l'inspecteur de l'absurde Jack Palmer, et Trina Robbins.

Alain-Marie Carron.

## EN SOUPLEESSE

Les moteurs de la Ford Granada : 2.300 cm<sup>3</sup>, 2.600 cm<sup>3</sup>, et 3 litres sont à 6 cylindres en V. La Ford Granada c'est aussi la suspension à 4 roues indépendantes, une voie extralarge, et une direction ultra-précise qui en font une vraie grande routière.



Il existe 4 modèles : Granada, Luxe, GL et Ghia.  
Moteurs à 4 cylindres : 10 CV et 11 CV.  
Moteurs à 5 cylindres : 13 CV, 15 CV et 17 CV.  
Essayez-en une chez un des 610 concessionnaires, agents et points de vente Ford en France.

**Ford Granada**  
Légendaire robustesse et sécurité.

CHEZ LES CONCESSIONNAIRES EXCLUSIFS FORD DES 20 ARRONDISSEMENTS DE PARIS :

<b>ETS. BUFFARD</b> 110/112 bd de l'Hôpital 75013 PARIS 707.79.19	<b>LA CHAPELLE</b> 100 bd de la Chapelle PARIS 18 206.18.40	<b>ROCHEBRUNE</b> 100 bd de la Chapelle PARIS 18 206.18.40	<b>R.V.A.</b> 93 bd Raspail PARIS 6 222.73.80	<b>SADVA</b> 19 rue de Presbourg PARIS 16 500.32.00	<b>SAFI</b> 76 rue de Longchamp PARIS 16 553.18.40
--	--	---	--	--	---

**LES LIVRES**  
si vous ne pouvez plus...  
ou les mettre...  
à l'usage des bibliothèques  
MAISON DES BIBLIOTHÈQUES  
75014 PARIS - 61, rue Froidevaux - Tél. 633.73.33

مكتبة من الأصل







**« LA DAMNATION DE FAUST »**  
dirigée par Ozawa

**JUDITH MAGRE**  
**RITSOS-ARAGON** **ISMENE**  
THEATRE DE LA GAITE MONTPARNASSE 20h 30 - 633.16.18

**lundi 18 et mercredi, 20  
20 h 30**  
**atelier Kagel**  
répétition publique **ET D'ÉLÈVES**  
français du

**l'Ensemble InterContemporain**  
présentation et direction  
**M. Kagel**  
**CENTRE**  
**GEORGES POMPIDOU**  
location 278.79.85

**LES FRAISES  
MUSCLEES**

"Irresistible..." Grande Esquise LE FIGARO  
"Une soirée où l'on rit vraiment" L'ESPRESSO  
P.41 Magazine "FRANCE INTER"  
"Un rire décapant..."  
Metropolis Gallery LE FIGARO DE PARIS  
"Ils n'ont pas fini de nous amuser!"  
Femina Magazine FRANCESCA  
"Un rire de..." L'ESPRESSO

**THEATRE RECAMIER**  
3 Rue Recamier M<sup>étro</sup> Sévres-Bonne  
518 63 81

**LUNDI 18 AVRIL (Exposition armée 16)**  
 1. - Tableaux mod. M. Robert. 2. - modernes. M<sup>me</sup> Ader, Picard, Tajan.  
 3. - Beaux meubles M. J.

**MARDI 19 AVRIL (Exposition lundi 18)**  
 1. - Porcelaines. 2. - 3. - 4. - 5. - 6. - 7. - 8. - 9. - 10. - 11. - 12. - 13. - 14. - 15. - 16. - 17. - 18. - 19. - 20. - 21. - 22. - 23. - 24. - 25. - 26. - 27. - 28. - 29. - 30. - 31. - 32. - 33. - 34. - 35. - 36. - 37. - 38. - 39. - 40. - 41. - 42. - 43. - 44. - 45. - 46. - 47. - 48. - 49. - 50. - 51. - 52. - 53. - 54. - 55. - 56. - 57. - 58. - 59. - 60. - 61. - 62. - 63. - 64. - 65. - 66. - 67. - 68. - 69. - 70. - 71. - 72. - 73. - 74. - 75. - 76. - 77. - 78. - 79. - 80. - 81. - 82. - 83. - 84. - 85. - 86. - 87. - 88. - 89. - 90. - 91. - 92. - 93. - 94. - 95. - 96. - 97. - 98. - 99. - 100. - 101. - 102. - 103. - 104. - 105. - 106. - 107. - 108. - 109. - 110. - 111. - 112. - 113. - 114. - 115. - 116. - 117. - 118. - 119. - 120. - 121. - 122. - 123. - 124. - 125. - 126. - 127. - 128. - 129. - 130. - 131. - 132. - 133. - 134. - 135. - 136. - 137. - 138. - 139. - 140. - 141. - 142. - 143. - 144. - 145. - 146. - 147. - 148. - 149. - 150. - 151. - 152. - 153. - 154. - 155. - 156. - 157. - 158. - 159. - 160. - 161. - 162. - 163. - 164. - 165. - 166. - 167. - 168. - 169. - 170. - 171. - 172. - 173. - 174. - 175. - 176. - 177. - 178. - 179. - 180. - 181. - 182. - 183. - 184. - 185. - 186. - 187. - 188. - 189. - 190. - 191. - 192. - 193. - 194. - 195. - 196. - 197. - 198. - 199. - 200. - 201. - 202. - 203. - 204. - 205. - 206. - 207. - 208. - 209. - 210. - 211. - 212. - 213. - 214. - 215. - 216. - 217. - 218. - 219. - 220. - 221. - 222. - 223. - 224. - 225. - 226. - 227. - 228. - 229. - 230. - 231. - 232. - 233. - 234. - 235. - 236. - 237. - 238. - 239. - 240. - 241. - 242. - 243. - 244. - 245. - 246. - 247. - 248. - 249. - 250. - 251. - 252. - 253. - 254. - 255. - 256. - 257. - 258. - 259. - 260. - 261. - 262. - 263. - 264. - 265. - 266. - 267. - 268. - 269. - 270. - 271. - 272. - 273. - 274. - 275. - 276. - 277. - 278. - 279. - 280. - 281. - 282. - 283. - 284. - 285. - 286. - 287. - 288. - 289. - 290. - 291. - 292. - 293. - 294. - 295. - 296. - 297. - 298. - 299. - 300. - 301. - 302. - 303. - 304. - 305. - 306. - 307. - 308. - 309. - 310. - 311. - 312. - 313. - 314. - 315. - 316. - 317. - 318. - 319. - 320. - 321. - 322. - 323. - 324. - 325. - 326. - 327. - 328. - 329. - 330. - 331. - 332. - 333. - 334. - 335. - 336. - 337. - 338. - 339. - 340. - 341. - 342. - 343. - 344. - 345. - 346. - 347. - 348. - 349. - 350. - 351. - 352. - 353. - 354. - 355. - 356. - 357. - 358. - 359. - 360. - 361. - 362. - 363. - 364. - 365. - 366. - 367. - 368. - 369. - 370. - 371. - 372. - 373. - 374. - 375. - 376. - 377. - 378. - 379. - 380. - 381. - 382. - 383. - 384. - 385. - 386. - 387. - 388. - 389. - 390. - 391. - 392. - 393. - 394. - 395. - 396. - 397. - 398. - 399. - 400. - 401. - 402. - 403. - 404. - 405. - 406. - 407. - 408. - 409. - 410. - 411. - 412. - 413. - 414. - 415. - 416. - 417. - 418. - 419. - 420. - 421. - 422. - 423. - 424. - 425. - 426. - 427. - 428. - 429. - 430. - 431. - 432. - 433. - 434. - 435. - 436. - 437. - 438. - 439. - 440. - 441. - 442. - 443. - 444. - 445. - 446. - 447. - 448. - 449. - 450. - 451. - 452. - 453. - 454. - 455. - 456. - 457. - 458. - 459. - 460. - 461. - 462. - 463. - 464. - 465. - 466. - 467. - 468. - 469. - 470. - 471. - 472. - 473. - 474. - 475. - 476. - 477. - 478. - 479. - 480. - 481. - 482. - 483. - 484. - 485. - 486. - 487. - 488. - 489. - 490. - 491. - 492. - 493. - 494. - 495. - 496. - 497. - 498. - 499. - 500. - 501. - 502. - 503. - 504. - 505. - 506. - 507. - 508. - 509. - 510. - 511. - 512. - 513. - 514. - 515. - 516. - 517. - 518. - 519. - 520. - 521. - 522. - 523. - 524. - 525. - 526. - 527. - 528. - 529. - 530. - 531. - 532. - 533. - 534. - 535. - 536. - 537. - 538. - 539. - 540. - 541. - 542. - 543. - 544. - 545. - 546. - 547. - 548. - 549. - 550. - 551. - 552. - 553. - 554. - 555. - 556. - 557. - 558. - 559. - 560. - 561. - 562. - 563. - 564. - 565. - 566. - 567. - 568. - 569. - 570. - 571. - 572. - 573. - 574. - 575. - 576. - 577. - 578. - 579. - 580. - 581. - 582. - 583. - 584. - 585. - 586. - 587. - 588. - 589. - 590. - 591. - 592. - 593. - 594. - 595. - 596. - 597. - 598. - 599. - 600. - 601. - 602. - 603. - 604. - 605. - 606. - 607. - 608. - 609. - 610. - 611. - 612. - 613. - 614. - 615. - 616. - 617. - 618. - 619. - 620. - 621. - 622. - 623. - 624. - 625. - 626. - 627. - 628. - 629. - 630. - 631. - 632. - 633. - 634. - 635. - 636. - 637. - 638. - 639. - 640. - 641. - 642. - 643. - 644. - 645. - 646. - 647. - 648. - 649. - 650. - 651. - 652. - 653. - 654. - 655. - 656. - 657. - 658. - 659. - 660. - 661. - 662. - 663. - 664. - 665. - 666. - 667. - 668. - 669. - 670. - 671. - 672. - 673. - 674. - 675. - 676. - 677. - 678. - 679. - 680. - 681. - 682. - 683

**LORIN MAAZEL**  
PREMIER CHEF INVITÉ  
DE L'ORCHESTRE NATIONAL

[L'Orchestre possédant au chef Paris, que dirige Barenboim, des personnalités périodiquement invitées assurant la direction d'un ou plusieurs concerts.]

— Un service culturel aura lieu à Strasbourg du 15 au 23 avril. Diverses expositions interpréteront les manifestations et seront, dans ce cadre, des expositions permanentes au musée d'objets primitifs. Il y aura des photographies et des projections de films. Les films d'animation présentés au monde d'ici, ceux d'ailleurs, sont organisés par l'Association pour la promotion des populations d'origine africaine d'Alsace (A.P.O.A.). Plus de dix mille personnes vivent dans cette région.

**NAISSANCE  
D'UN ART**

CINÉ TUNNEL • GRAND CAFÉ  
Concerts • breuvages 1165 •  
cinématographe au SALON INDIEN  
1165-1166 ... AUTOCHROMES

*exposition spectacle*  
**CENTRE CULTUREL • MARAIS**  
29 r. des Francs-Bourgeois - 75<sup>e</sup> St-Paul

**Imprimerie de la « Montre »**  
5, r. des Italiens  
**PARIS-IX<sup>e</sup>**

**o j b**  
Ouvrage Journalistique  
Bimensuel  
1975

Commission paritaire n° 680  
et publications n° 5987.

A Pâques, l'imposante abbaye  
Prémontrés à Pont-a-Mousson  
prend un air de jeunesse :  
ne sent que le feu des  
viesilles, fous rires des  
vieilles plaquées de musique  
dernière par ses ; le matin,  
dandeurs mal nœuvrés arpentent  
les galeries à la recherche d'un  
cours et de . ballons  
joues grelottent sur la pelouse du  
cloître.

Voici trois ans, Jean Morizot,  
directeur Prémontrés, accepta  
l'accueillir pendant quinze  
jours les lauréats du  
Bagnolet, « Le ballet pour  
demain ». Ce faisant, il allait  
à Pont-a-Mousson un mouvement  
chorégraphique qui est la seule  
manifestation du genre en Europe.  
Le succès de son initiative  
le condamnait à poursuivre, mais  
cela supposait des aménagements  
— équipements scéniques, studies  
de répétitions, système vidéo.  
Ils furent installés dans une  
collégiale aux monuments  
historiques, du conseil général  
la Meurthe-et-Moselle  
Rédaction de France.

lisent ces rapports toutent vite  
au psychodrame. Les antagonismes  
ont surgi au grand jour comme  
sa position latente  
« classiques » et « modernes »,  
difficile à surmonter, qu'une  
tendance à politiser la diffé-  
rence. Autre point de frottement,  
les rapports entre professionnels et  
non-professionnels. Aux Prémon-  
trés, c'est Bagnolet, on a  
une large place aux groupes dits  
« amateurs », et cela  
beaucoup de piquant à la confron-  
tation. Face aux troupes organi-  
sées, préoccupées avant tout  
par leur avenir, les autres tra-  
vaillent dans le même style  
point d'en paraître interchan-  
geables, les d'un Charles-  
Henri Pirat sont beaucoup plus  
imaginatifs.

Charles-Henri Pirat est profes-  
sionniste d'histoire locale. S'il danse,  
c'est pour le plaisir personnel.  
Il aime le théâtre sérieux (et désor-  
billé), parfois légères, tous  
projetés sous forme  
fantasmes ; « Pas besoin, explique-  
t-il, retrouver la nature et  
sauter, il faut toujours là

● **YVARAL**, de Jean-Clarence Lambert.

petite collection de monographies d'artistes d'aujourd'hui, qu'enluminent Horay et Jean-Jacques Lévêque. Morfeson, Couy, il rompt avec la présentation monographique classique, veut « radioscopie », il replace dans son familier et pré-

■ l'étude de Jean-Claire Lambert, qui invite à une « lecture » — des tableaux d'Yves Klein — peintre de la « géométrie » et de l'« âge spatial » — s'ajoutent un choix de critiques anciennes, des textes et commentaires et reproductions. L'ensemble est assez bien illustré de quatre pages couleur qui n'étaient pas dans les premiers livres) » donne un aperçu vivant de l'œuvre.

★ Collection : **Le** **Monde**  
1<sup>er</sup> coll. 2. **Marcel Moray**, édit.,

## LOU REED POUR TOUS

Vu de loin, du fond du Pavillon de **■** qui est très grand, le petit homme noir sans visage n'est dans les faiblesses rencontrées de **■** profonctions. Du rouge, puis du bleu avec des effers de vert. On l'a entendu une heure. Dans les brumes à la Bolognini qui recouvraient la scène, un invisible (moitié dieu, moitié jockey, moitié génie organisateur) a prévenu : « Il est retourné à son hôtel changer de guérite ? »

Qu'est-ce que ça peut faire ? Le rhinzel a été observé. La rue élargie manifeste à l'architecture des portes pardons de la porte unique. La boucalsade est de rigueur et les grans beaux qui filèrent et repoussent doivent justifier leur cachet. Et puis on se sait bien que les pop stars n'ont pas le sens de l'heure. Fournement la drogue en tour, ça déconcerne. Fumons et Coca-Cola, aident à se brancher sur leur

[illegible]

riens, pas de dégâts, des vaches  
petites, en sac dans l'oreille  
gauche, blouson élimé, la na-  
veté pleine la sourire. Ils sa-  
viennent, s'allongent sur les ma-  
ches, s'assoient en cercle et crient.  
Ils sont chez eux les sacrifiés de  
Grande Culture. Il est à l'heure  
Martien d'Ouvre-Atlantique, spo-  
tifié comme un acreur de Nô. Sa  
voix est à l'aise. Ils ne comprennent  
pas, mais elle est là.

La voir, la musique, la légende des milliers de garçons et de filles s'identifient à la sexualité ambiguë du Mylord l'Ansoûille en *we-shi* noir, très sobre. Au *garden*, les *gradius*, ils se tiennent debout serrés les uns contre les autres. Les yeux fermés, ils écoutent, « *canz* niques ». Chacun pour soi, Lo

De près, on voit <sup>derrière</sup> ses petites <sup>d'anneaux</sup> <sup>con</sup> <sup>paris</sup> la h <sup>oblique</sup> <sup>celle d'un hot</sup> <sup>il se</sup> <sup>n'échappe</sup> pas <sup>la voix</sup> <sup>saup</sup> <sup>crie</sup> <sup>orgue</sup> <sup>syndicat</sup> <sup>per</sup> <sup>bleu</sup> <sup>des</sup> <sup>patron</sup> <sup>fini</sup> <sup>gentil</sup>

Lou Reed et son public  
 parfait. Comme jadis  
 Châtelier, Luis Buñuel  
 Seulement, Lou Reed, n'est  
 qu'il règne.

★ Ce jeudi 14 avril,  
 Paris, 20 h.

**L'Amérique  
c'est l'**  
**UNICLAM**

PÉROU	1950 f
MEXIQUE	2250 f
U.S.A.	1350 f
COLOMBIE	2850 f
HAÏTI	2450 f

**DEMANDE DE DOCUMENTATION**  
Nom et adresse : \_\_\_\_\_  
Prénoms : \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_

[illegible]

لماذا من الأصل























مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ







# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## ÉNERGIE

### Les projets de M. Carter se traduiraient par une forte augmentation du prix du gaz et de l'essence

Une semaine avant la présentation au Congrès du plan énergétique américain, qui précède le 18 avril d'un discours télévisé du président Carter sur la gravité de la situation énergétique des États-Unis, le « Wall Street Journal » du 13 avril publie de nombreuses précisions sur ce programme dont les grandes lignes sont connues depuis quelques semaines (« Le Monde » du 12 avril).

La taxe fédérale sur l'essence, qui est actuellement de 4 cents le gallon (1), pourrait passer à 9 cents le 1<sup>er</sup> janvier 1979 et augmenter ensuite de 3 cents chaque fois que la consommation d'essence se sera accrue de plus de 1 % en une année. À partir de 1981, 5 cents pourront être ajoutés si la consommation annuelle ne baisse pas de 2 %. Cette taxe ne pourra pas dépasser 50 cents, niveau qui serait rapidement atteint selon les économistes américains si le plan est adopté par le Congrès. Pour compenser l'alourdissement de cette taxe, les contribuables américains devraient, par ailleurs, bénéficier d'allègements fiscaux.

Le président Carter proposerait, d'autre part, une taxe sur les automobiles gloutonnes (« gas guzzler tax »). Les voitures à faible consommation d'essence se voyant attribuer des remises. Dans un premier temps, cette taxe atteindrait 412 dollars (3.000 F environ) pour les véhicules consommant un gallon pour 10 miles ou moins, mais pourrait s'élever à 2.500 dollars après 1985. La remise serait de 325 dollars avant 1985 et de 500 dollars après. Les automobiles consommant un gallon d'essence pour 39 miles. Cette disposition risque d'être fortement critiquée par les constructeurs étrangers, notamment japonais — qui ne bénéficieraient pas de cette remise de taxe.

Le pétrole produit aux États-Unis se verrait aussi imposer de plusieurs dollars par baril afin de se rapprocher des prix mondiaux, ce qui provoquerait un renchérissement du prix de l'essence de l'ordre de 10 % (qui s'ajouterait à la taxe fédérale de 5 cents).

Enfin, les prix du gaz naturel seraient fortement relevés. Cette mesure serait accompagnée de dispositions fiscales poussant les industriels à délaisser le gaz et le fuel au profit du charbon, dont les États-Unis disposent d'importantes réserves.

Le « Wall Street Journal » précise que certaines de ces mesures pourraient connaître des modifications de dernière heure. Ce vaste programme de lutte contre toutes les formes de gaspillage de l'énergie, qui prévoit une hausse importante des coûts de celle-ci, commence à être critiqué dans les milieux industriels et par les syndicats.

Le président de General Motors, M. Thomas Murphy, a qualifié les propositions de M. Carter de « complètement irresponsables », et plusieurs économistes redoutent que ces mesures n'entraînent l'inflation sans nécessairement réduire la consommation d'énergie.

« Nous allons nous trouver pendant quelque temps dans une véritable tempête politique », a admis M. Jackson, sénateur démocrate, qui préside le comité de l'énergie du Sénat américain.

(1) 1 gallon = 3,8 litres.

## A L'ÉTRANGER

### De nouveau, la lire « lourde »

De notre correspondant

Rome. — L'Italie va-t-elle prochainement adopter une « nouvelle lire », comme la France avait institué, en 1959, un franc « lourd » ? Une proposition en ce sens vient d'être faite par l'un des syndicats de la Banque centrale. Elle a aussitôt reçu l'assentiment du groupe parlementaire social-démocrate et du ministre du Trésor lui-même.

M. Gaetano Starnelli a déclaré, le 12 avril : « Je pense que le gouvernement peut s'orienter dans cette voie suivant l'exemple d'autres pays. Les études menées par la Banque d'Italie ont atteint un stade satisfaisant pour avancer l'idée d'une prochaine simplification de notre système monétaire ».

La lecture avec laquelle les réformes volent le jour en Italie incite toutefois à la prudence. Cela fait d'ailleurs trente ans que le projet d'une lire lourde revient régulièrement sur la tapisserie. De tous les grands pays industrialisés, l'Italie est celui dont l'unité monétaire est la plus faible. La lire actuelle ne vaut, en effet, que 0,58 centime. En supplantant trois zéros, on arriverait à un taux de change plus simple : une lire lourde équivalant à 5,50 francs et à un peu plus d'un dollar.

La division par mille serait finalement adoptée par les ol-

tyens, plus facilement en tout cas que la division par 100, à laquelle les Français ont dû mal à s'adapter. Elle simplifierait le travail des comptables et contiendrait les ordinateurs qui rechignent, paraît-il, devant tant de zéros. Mais qu'en ne compte pas trop sur elle, soulignent les experts, pour freiner la psychose inflationniste : elle peut, au contraire, avoir pour effet de masquer dans un premier temps les hausses de prix.

Quoi qu'il en soit, une telle mesure ne peut être prise que dans une période de relative stabilité ou pour couronner un plan cohérent d'assainissement économique. On n'en est pas là : les prix à la consommation continuant de grimper en Italie (2,2 % en février) et les différentes mesures du gouvernement Andreotti sont modestes.

La lire, qui est assez stable depuis le début de l'année, doit surmonter une nouvelle épreuve. C'est, en effet, le vendredi 14 avril que sera augmentée la dernière tranche (70 %) de la taxe sur la valeur des importations introduite en mai 1976. On attend, en revanche, pour la fin du mois l'octroi d'un prêt de 530 millions de dollars du Fonds monétaire international, qui peut apporter un soutien psychologique à la monnaie italienne.

ROBERT SOLE

## FAITS ET CHIFFRES

### A l'étranger

● LA CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE au cours du premier trimestre 1977 est estimée à environ 4,5 % en taux annuel, soit le double du trimestre précédent, par divers économistes gouvernementaux. Il y a quelques semaines, ces mêmes économistes prévoyaient une croissance inférieure à 4 %, en raison du froid ; mais il semble qu'une forte reprise au mois de mars ait contrebalancé les mauvais résultats des mois de janvier et de février. Les experts estiment qu'une croissance minimale de 4 % est nécessaire pour enrayer l'augmentation du chômage, qui représente actuellement 7,3 % de la population active des États-Unis. — (A.F.P.)

● LA FOOD AND DRUG ADMINISTRATION (F.D.A.), qui contrôle l'utilisation des produits pharmaceutiques et des médicaments aux États-Unis avait décidé le 9 mars dernier d'interdire à partir du mois de juillet un usage de la saccharine qui ne soit pas d'ordre strictement médical, à la suite de tests de laboratoire qui avaient démontré que cette

substance était cancérigène pour les animaux (« Le Monde » du 18 mars). On apprend de source proche du Congrès que la F.D.A. pourrait revenir partiellement sur sa décision en autorisant la vente de la saccharine comme un simple médicament délivré sans ordonnance ; elle maintiendrait son interdiction d'addition de cette substance dans les aliments et les boissons et son emploi pour les cosmétiques.

● AU CANADA, le chômage a atteint, en mars, son niveau le plus élevé depuis 1963, frapant 944 000 personnes, contre 759 000 en mars 1976.

● EN BELGIQUE, LE NOMBRE DES CHÔMEURS COMPLETS, basé en un mois de 1,9 %, se situant fin mars à 255 662, soit 4 200 de moins que fin février, ce qui représente 9,6 % du total des salariés assurés contre le chômage. Le tiers des personnes sans travail — soit 87 269 — sont âgées de moins de vingt-cinq ans.

● LE PATRONAT DANOIS a repoussé, mercredi 13 avril, le compromis présenté par le médiateur pour le renouvellement des conventions collec-

tives venues à expiration le 1<sup>er</sup> mars dernier. Les syndicats, eux, l'avaient accepté. À moins que le gouvernement, comme il le fit il y a deux ans, ne fasse adopter ce compromis comme une loi par le Parlement, une grève générale pourrait débuter en fin de semaine. — (Corresp.)

### Automobile

● CHERYLER FRANCE lance, à partir du 15 avril, une Simca 1100 LX « SPECIAL ». Cette nouvelle version de la Simca 1100, étudiée sur la base de la berline 2 portes Simca 1100 LX, équipée d'un moteur 6 CV 1118 cm<sup>3</sup> à taux de compression réduit (essence ordinaire) reçoit une décoration de caisse nouvelle et huit équipements « hors série », en base : toit ouvrant, pare-brise feuilleté, phares principaux à jauge (code-phare), essuie-glace hayon arrière, glaces teintées, banquette arrière rabattable formant un plancher plat, planche à paquets relevable, pré-équipement autoradio.

Cette 1100 LX « SPECIAL » sera vendue 23 140 francs (prix cibles en main).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### MOULINEX

EXERCICE 1976

1) RÉSULTATS NON CONSOLIDÉS :  
Pour un montant de ventes de 1 381 955 000 (en augmentation de 16,64 % par rapport à 1975), le bénéfice brut a été de 264 972 000 (soit 19,17 % du chiffre d'affaires). Le bénéfice net, après participation au personnel de cette année, a été de 51 611 000 (27 065 000 F en 1975). Ce qui fait apparaître au bilan un bénéfice net comptable de 48 974 000 (35 157 000 F en 1975).

2) RÉSULTATS CONSOLIDÉS :  
Par rapport à 1975, trois nouvelles filiales ont été intégrées : Canada, Australie, Espagne. Le résultat consolidé au 31 décembre 1976 s'élève à 48 284 300 contre 37 404 700 en 1975, soit 29 % d'augmentation. Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 1 229 673 000 contre 1 263 689 000 en 1975, soit -2,7 %.

CHIFFRE D'AFFAIRES PREMIER TRIMESTRE 1977  
Les ventes « hors taxes » du premier trimestre 1977 se sont élevées à 373,4 millions de francs contre 326,9 millions de francs pour le premier trimestre 1976, réalisant ainsi une augmentation de 14,54 %.

Les exportations comprises dans ces ventes, qui s'élèvent à 228,3 mil-

SEB

Les comptes consolidés de l'exercice 1976 démontrent un bénéfice net de 47 millions de francs qui s'ajoutent au bénéfice net de 1975 de 47 millions de francs.

Les résultats se comparent comme suit avec ceux de l'exercice 1976 :

	1976	1975
Chiffre d'affaires consolidé (M.F.)	1 262,8	1 116,1
Résultat brut d'exploitation	153	172
Amortissements	77,2	64
Provisions d'exploitation	8,1	4,6
pour hausse	8,1	4,6
pour participation	8,0	11,4
Bénéfice net consolidé	14,5	42,3
Cash-flow consolidé	128,1	111,7

La consolidation de ces résultats exclut la Société JAMET et les filiales de distribution en Europe et aux États-Unis. Les filiales de distribution en Europe ont poursuivi leur développement et réalisé un bénéfice avant impôt de 17,7 MF.

Le conseil d'administration a décidé de limiter la progression du dividende à 5,50 %, et de distribuer 6,40 F par action, soit un revenu global de 9,50 F y compris l'avoir fiscal.

### DARTY

Cinq nouveaux magasins en avril 1977

Les prévisions d'ouverture de nouveaux points de vente de Darty pour le dernier trimestre de l'exercice 1976, à l'occasion de l'entrée en Bourse de la société, deviennent dès ce mois une réalité.

C'est, en effet, le 15 avril qu'ont été ouverts à Lille, Roubaix et Angoulême les trois premiers magasins de Darty Nord-Pas-de-Calais. Filiales à 99,9 % de Darty, ces trois magasins représentent un surface de vente de 3 600 m<sup>2</sup> formant avec un entrepôt de 10 000 m<sup>2</sup> à Angoulême les atouts du service après-vente et de la structure de base pour le développement de Darty dans la région Nord.

Rappelons que Darty Rhône-Alpes a ouvert son cinquième point de vente, le jeudi 7 avril, à Vénissieux. Les premiers chiffres réalisés ont été supérieurs aux prévisions. D'autres ouvertures sont prévues dans cette région au cours de l'exercice.

Enfin, Darty consolide son implantation dans la région parisienne en ouvrant, le mercredi 13 avril, son dix-neuvième point de vente parisien sur le parvis de la Défense, à deux pas du C.N.I.T.

### Worms Investissement

Au 31 mars 1977, l'actif net s'élevait à 128 044 577 F se répartissant de la façon suivante (en pourcentage) : Actions françaises, 22,8 % ; actions étrangères, 34,8 % ; obligations françaises, 31,2 % ; obligations étrangères, 3,8 % ; liquidités, 7,4 %.

Le valeur liquidative des 292 703 actions de Worms Investissement est de 435,40 F, soit un capital de 127 637 600 F à la même date ressort à 212,63 F.

### DUNLOP S.A.

Le conseil de surveillance de Dunlop S.A. a pris connaissance des comptes de l'exercice 1976 qui lui ont été présentés par le directeur. Ces comptes seront soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires le 22 juin 1977.

Le chiffre d'affaires hors taxes au cours de l'exercice ont représenté 41 millions de francs contre 23 millions de francs pour l'exercice précédent.

Après 29 millions de francs d'amortissements et constitution de divers fonds de dotation aux provisions pour fluctuations des cours et hausses de prix, le bénéfice net ressort à 4 064 677 F.

La division Pneumatiques a bénéficié du développement de l'industrie automobile. Ses résultats ont été satisfaisants au cours du premier semestre. Le niveau des tarifs de vente, soumis au gel des prix, a cessé, depuis septembre dernier, d'être en relation avec l'augmentation très importante des coûts des matières premières, ce qui a entraîné une grave détérioration des conditions d'exploitation en fin d'année.

Dans les autres secteurs d'activité de la société, les divisions Dunlopillo et Roues ont réalisé une bonne progression de leur volume de ventes et de leurs résultats.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Ordinaire d'affecter le bénéfice net de l'exercice au report à nouveau.

## LES MARCHÉS

### PARIS

13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL

## SOCIÉTÉ DE GRANDS TRAVAUX SAOUDIENNE DE PREMIER PLAN

recherche des entrepreneurs français bien établis pour chacune des tâches suivantes :

Premièrement :  
Exploitation et entretien d'une importante flotte de matériel de construction de routes.

Deuxièmement :  
Organisation, exploitation et entretien des usines et installations suivantes, récemment construites :

1. Fabrication de blocs de ciment pour la construction et pour les dalles de trottoirs ;
2. Installations de broyage et de tamisage ;
3. Fabrication de structures d'acier et de compartiments de chargement pour bennes basculantes ;
4. Installation de mélange d'asphalte à chaud.

Troisièmement :  
1. Création d'une société pour l'exécution des projets de construction de bâtiments.

2. Installation d'un atelier de menuiserie-charpente bien équipé en machines pour fabriquer les bois nécessaires pour la construction de bâtiments et aussi pour la production de meubles modernes.

3. Création d'une société pour le transport du bitume 60/70. La collaboration précitée s'effectuera sur la base d'une entreprise commune (joint venture) en Arabie Saoudite ou de toute autre proposition raisonnable et saine de la partie française. Il est souhaité que l'organisation et l'exploitation soient prises en charge par la partie française. Les offres devront être soumises au Monde en y incluant les renseignements nécessaires sur la société et sa préqualification. Les entrepreneurs qualifiés seront contactés pour fixer le lieu et la date d'un entretien en vue d'une discussion détaillée.

Ecrire N° 10143 « Le Monde » Publi-Ad, qui transmettra.

## EMPRUNT NATIONAL 1977

pour les moyennes et petites entreprises & l'artisanat

10,95 %

TAUX ACTUELLE BRUT

## la cure à vichy toute l'année

SYNDICAT D'INITIATIVE VICHY

هكذا من الأصل



# LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
13 AVRIL

Assez sensible reprise  
Hausse de l'or

Dans un marché toujours peu actif, les valeurs françaises ont enregistré, ce mercredi, un assez sensible mouvement de reprise. L'indicateur instantané, en progrès de 0,89 % à l'ouverture, a terminé la séance en affichant une hausse de 1 %.

Les compartiments les plus favorisés par cette reprise ont été la construction électrique, le bâtiment, l'automobile et les magasins. En revanche, toutes les valeurs de sidérurgie ont encore fortement fléchi, tandis que hausses et baisses s'équilibraient aux établissements de crédit.

Bio, Téléphonie, C.I.T., Alcatel et Hachette ont enregistré les gains les plus sensibles (de 2,5 à 5 %). À l'inverse, Saurer (-6 %), Chiers (-5 %), Métallurgique de Normandie, Marins Wendel et Saunier (-3,5 %) ont été particulièrement éprouvés.

À noter : les cotations de Léonard Dorel ont été suspendues, la chambre syndicale ayant été saisie d'un projet d'opération financière. Le marché a-t-il été favorablement influencé par l'entretien télévisé du chef de l'Etat ? Possible. Le ton des commentaires, autour de la corbeille, était généralement positif. Mais la forte hausse observée à Wall Street a pu également jouer un rôle d'entraînement. Il reste que l'activité est restée très limitée, ce qui a rendu la tâche de quelques organismes de placement collectifs toujours présente sur le marché.

Sur le marché de l'or, le lingot a poursuivi son très sensible mouvement de hausse, payant encore 305 F à 24 595 F. Le napoléon a également progressé, mais dans de moindres proportions, s'élevant à 349 800 F (après 348 000 F contre 245 F). Le volume des transactions est resté stable à 6,89 millions de francs contre 6,98 millions.

Permettez générale des valeurs étrangères.

LONDRES  
Effritement

Le marché parvient difficilement à maintenir ses gains précédents. Les industriels s'effritent, même en assez grand nombre. Aux pétroliers, forte hausse (+10 points) de B.P. Permis des mines d'or. Stabilité des fonds d'Etat.

Sur 1 884 valeurs traitées, 776 ont monté, 815 ont baissé et 293 n'ont pas varié.

Une forte activité a continué de régner : 21,60 millions de litres ont été vendus contre 23,60 millions.

L'origine technique, ce coup d'arrêt à la hausse est aussi en partie imputable aux résultats décevants des pétroliers pour le premier trimestre. Au surplus, les opérateurs prudents, rechignant à prendre de nouvelles valeurs en hausse, ont préféré se consacrer à la vente de titres.

Sur le plan de la lutte contre l'inflation, les moyens qu'il compte utiliser pour déconstruire l'énergie. Tout ce que l'on sait est que les taxes frappant l'essence pourraient être majorées.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

ROCHE-POULENC. Les comptes du groupe pour 1976, malgré les espoirs formulés en novembre dernier, resteront décevants (voir l'autre page). Le chiffre d'affaires consolidé atteint 21 735,3 millions de francs. Le bénéfice d'exploitation a baissé de 40,5 % pour un chiffre d'affaires de 20 438 millions de francs, marquant ainsi l'établissement d'un record de 1976 : 4,06 millions de francs contre une perte de 8,8 millions. Aucun dividende ne sera encore versé.

COMPAGNIE DE LA RUE IMPERIALE. Bénéfice net hors plus-values pour 1976 : 8,8 millions de francs contre 9,4 millions. Dividende global : 29,35 F contre 24,75 F.

A.G.P. S.A. - COMPAGNIE DU MIDI. La part de l'échange multinationale pour 1976 : 101,4 millions de francs contre 101,4 millions de francs pour deux sociétés : cinq actions MIDI pour deux actions A.G.P. S.A.

NEW-YORK  
Ventes bénéficiaires

Après trois séances de hausses, d'assez importantes ventes bénéficiaires se sont produites, mercredi, à Wall Street. Elles n'ont pas été trop mal absorbées dans l'ensemble, et, en clôture, l'indice des industriels a enregistré encore un faible gain de 1,02 point, à 938,18. Au plus haut de la journée, il s'était établi à 943,76 (+6,20).

Sur 1 884 valeurs traitées, 776 ont monté, 815 ont baissé et 293 n'ont pas varié.

Une forte activité a continué de régner : 21,60 millions de litres ont été vendus contre 23,60 millions.

L'origine technique, ce coup d'arrêt à la hausse est aussi en partie imputable aux résultats décevants des pétroliers pour le premier trimestre. Au surplus, les opérateurs prudents, rechignant à prendre de nouvelles valeurs en hausse, ont préféré se consacrer à la vente de titres.

Sur le plan de la lutte contre l'inflation, les moyens qu'il compte utiliser pour déconstruire l'énergie. Tout ce que l'on sait est que les taxes frappant l'essence pourraient être majorées.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 31 déc 1974)

13 avril 1977

Valeurs françaises : 93,5  
Valeurs étrangères : 93,5  
C.D.S. AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc 1961) : 50,6  
Indice général : 50,6

## BOURSE DE PARIS - 13 AVRIL - COMPTANT

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 %	37,20	37,20	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 %	37,20	37,20	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 1920-1950	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 1950-1955	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 1955-1960	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 1960-1965	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 1965-1970	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 1970-1975	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 1975-1980	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 1980-1985	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 1985-1990	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 1990-1995	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 1995-2000	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2000-2005	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2005-2010	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2010-2015	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2015-2020	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2020-2025	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2025-2030	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2030-2035	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2035-2040	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2040-2045	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2045-2050	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2050-2055	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2055-2060	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2060-2065	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2065-2070	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2070-2075	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2075-2080	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2080-2085	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2085-2090	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2090-2095	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2095-2100	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2100-2105	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2105-2110	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2110-2115	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2115-2120	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2120-2125	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2125-2130	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2130-2135	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2135-2140	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2140-2145	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2145-2150	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2150-2155	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2155-2160	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2160-2165	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2165-2170	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2170-2175	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2175-2180	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2180-2185	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2185-2190	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2190-2195	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2195-2200	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2200-2205	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2205-2210	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2210-2215	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2215-2220	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2220-2225	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2225-2230	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2230-2235	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2235-2240	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2240-2245	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2245-2250	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2250-2255	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2255-2260	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2260-2265	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2265-2270	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2270-2275	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2275-2280	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2280-2285	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2285-2290	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2290-2295	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2295-2300	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2300-2305	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2305-2310	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2310-2315	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2315-2320	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2320-2325	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2325-2330	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2330-2335	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2335-2340	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2340-2345	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2345-2350	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2350-2355	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2355-2360	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2360-2365	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2365-2370	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2370-2375	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2375-2380	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2380-2385	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2385-2390	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2390-2395	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2395-2400	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2400-2405	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2405-2410	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2410-2415	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2415-2420	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2420-2425	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2425-2430	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2430-2435	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	180	179,50	IMMUTUEL	82	82
5 % 2435-2440	145,50	145,50	AR (100) Cote	815	815	LOREAN	18				



## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. AFRIQUE
  - Le conflit du Zaïre et ses prolongements.
- 4-5. EUROPE
  - 5. PROCHE-ORIENT
    - LIBAN : Damas veut éviter la victoire d'une des deux parties en présence dans le Sud.
  - 6. ASIE
    - L'intervalle électoral en Indonésie (III), par Patrick de Beer.
  - 7-8. POLITIQUE
    - Les travaux parlementaires.
  - 10. EDUCATION
    - Le secrétariat d'Etat aux universités donne la priorité aux rénovations plutôt qu'aux constructions neuves.
  - 10. SOCIÉTÉ
    - Dix francs par jour pour Barbara.
  - 11. JEUNESSE
    - La prudence de Record dossier.
  - 11. SPORTS
    - L'ORRAINE : la crise de la sidérurgie et ses conséquences sur l'économie locale.
  - 12. EQUIPEMENT
    - A PROPOS DE... : la déviance des permis de construire à Paris.

### LE MONDE DES LIVRES

- Page 13 à 18
- Le feuillet de Bertrand Poirot-Delpech : Arnaud et normalité ?
  - Zaccaria et collaborateurs.
  - La mémoire d'un Sioux louche et sage.
  - Érotisme et baroque à l'italienne.

- 19 à 21. ARTS ET SPECTACLES
  - MUSIQUE : la Domination de Fouquet dirigée par Ozawa.
  - DANSE : rencontre dans une abbaye.
22. JUSTICE

- 23 à 28. LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE
  - AGRICULTURE : des députés de la gauche demandent des aides pour les agriculteurs sinistrés ; après leur entrevue avec M. Mehaignerie, les vœux des députés restent entiers.

### LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (13)  
 Annonces classées (23 et 24) : Aujourd'hui (23) ; Carnet (10) ; Journal officiel (22) ; Mots croisés (22) ; Sources (23).

Le numéro du « Monde » daté 14 avril 1977 a été tiré à 556 760 exemplaires.

Au centre d'une ville française en pleine expansion touristique, en l'absence de plus d'un million de chambres.  
 Constructeur vend  
**HOTEL 500 CHAMBRES**  
 à construire immédiatement sur plans proposés. Livré fin 1979  
 Entre PUBLIC-BOURSE, 11, rue de la République, 75001 PARIS 13<sup>e</sup>.

## LE RANGEMENT A VOS MESURES

contemporain  
ou style

**l'armoire universelle**

grand choix de lits télévables  
facilités de placement

148 av. E. ZOLA PARIS XV<sup>e</sup>  
 26 av. div. Leclerc ANTONY  
 91-25-00 91-25-20  
 PARKING ASSURÉ  
 catalogue gratuit

A B C D E F G

## L'enlèvement à Paris de M. Luchino Revelli-Beaumont s'est déroulé « comme dans un film américain »

Rentré depuis le 2 avril d'un voyage d'une quinzaine de jours au Brésil, M. Luchino Revelli-Beaumont a été enlevé mercredi 13 avril, devant son domicile, 183, rue de la Pompe (16<sup>e</sup>), alors qu'il descendait de sa voiture, par quatre ou cinq hommes armés de pistolets.

Deux d'entre eux se sont précipités sur lui et l'ont entraîné sous la menace de leurs armes dans une voiture Renault jaune ou blanche de type R-12, tandis que deux autres tentaient également d'emmener son chauffeur, M. Henri Millot, âgé de cinquante-neuf ans. Ce dernier s'étant débattu, il a été frappé à coup de crosse à la tête avant d'être abandonné, ensanglanté, sur le trottoir. La R-12 avait déjà démarré. Alertés par les cris de M. Millot, les témoins ont pu en relever le numéro. Mais il s'agit d'une voiture volée dont le numéro avait été masqué. Les deux agresseurs de M. Millot ont également pu prendre la fuite et ont, semble-t-il, pris place dans un autre véhicule. Un témoin qui a assisté à la scène n'a pu donner qu'un signalement très vague des kidnappeurs : « Tout s'est passé extrêmement vite, comme dans un film américain », a-t-il indiqué aux policiers.

Vers 11 heures du matin, l'enlèvement a été revendiqué dans une communication téléphonique à Europe 1 par un correspondant anonyme se réclamant d'un « comité de défense des travailleurs italiens en France ». Cet homme a déclaré : « Je ne sais pas qui vous mettez la police au courant. Nous revendiquons l'enlèvement du P.-D.G. de Fiat. Nous sommes le comité de défense des travailleurs italiens en France, et nous exigeons que 300 millions d'anciens francs, des vires et des médicaments soient distribués aux travailleurs italiens actuellement en France ». « Nous sommes prêts à déclarer : « Je ne sais pas qui vous mettez la police au courant. Nous revendiquons l'enlèvement du P.-D.G. de Fiat. Nous sommes le comité de défense des travailleurs italiens en France, et nous exigeons que 300 millions d'anciens francs, des vires et des médicaments soient distribués aux travailleurs italiens actuellement en France ».

### L'UN DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS DU GROUPE FIAT

Agé de cinquante-neuf ans, M. Luchino Revelli-Beaumont est l'un des principaux dirigeants du groupe Fiat. De nationalité italienne, il a une formation de juriste. Docteur en droit, il fut, de 1945 à 1957, avocat, en 1958, il entra dans l'industrie, en France, comme assistant du P.-D.G. de Simca-Industries, qui devait devenir par la suite Fiat-France S.A.

En 1968, M. Luchino Revelli-Beaumont retourna en Italie, au siège de la maison mère, comme directeur adjoint de M. Umberto Agnelli. Après quatre années passées à Turin, il revint en France comme directeur général de Fiat-France S.A. tout en restant secrétaire du comité exécutif du groupe Fiat.

En 1976, après la réorganisation des intérêts de la société italienne en France, M. Luchino Revelli-Beaumont a pris le titre de délégué général du groupe Fiat en France. Il était également chargé depuis un an des intérêts de Fiat au Brésil, après avoir été président de la filiale brésilienne de 1974 à 1976.

trois ans, le chauffeur, M. Millot, qui, après avoir reçu des soins à l'hôpital, est reparti chez lui, domicilié, et plusieurs témoins, notamment un locataire de l'immeuble voisin, Celui-ci a déclaré :

### Une société malmenée

Le 21 mars 1977, le président de la filiale brésilienne de Fiat, M. Oberman Salustiano, était enlevé, devant son domicile à Buenos-Aires par des guérilleros de l'Armée révolutionnaire du peuple. Il fut retrouvé assassiné le 10 avril. La société Fiat a déjà, en matière d'enlèvements d'industriels, un passé agité. Le 10 décembre 1973, en pleine crise de l'automobile et au moment de difficiles négociations avec Fiat, M. Etienne Anselmi, directeur du personnel de la société Fiat, fut enlevé par des membres des Brigades rouges. Il fut remis en liberté le 15 décembre. Aucune rançon ne fut réclamée.

Le début du mois d'avril 1974, M. Roberto Kleicher, directeur du personnel aux usines Fiat à Buenos-Aires, était abattu d'une rafale de pistolet-mitrailleur par un franc-tireur. A Corboba, le 30 octobre 1975, M. Alberto Calas, chef du personnel de l'usine Fiat de cette même ville, était assassiné par des guérilleros. Deux semaines plus tard, M. Luchino Revelli-Beaumont, directeur du personnel de la filiale de Fiat, la société Materfer, avait été, toujours à Corboba, pris en otage par les ouvriers pour assurer la satisfaction de revendications.

Le 26 novembre 1976, Mme Carla Ovazza, mère de l'épouse de Margherita Agnelli, la fille du P.-D.G. de Fiat, était enlevée dans le centre de Turin. Elle fut libérée cinq semaines plus tard, au cours de la nuit du 25 au 26 septembre 1976. M. François Périel, homme d'affaires et ami du compositeur d'opéra Francis Lopez, était enlevé dans la ville de Corboba, le 11 janvier 1977, un bijoutier de Marne-la-Meille, M. Richard Frojo, était enlevé et libéré quatre jours plus tard, sans versement de rançon.

### FIAT-FRANCE : neuf mille personnes, 3 milliards de francs de chiffre d'affaires.

Fiat-France S.A. (dénommée de Simca-Industries) exerce son contrôle sur l'ensemble des intérêts du groupe italien en France. La société s'est transformée fin décembre 1976, d'une part en déléguée chargée, d'une façon générale, de la représentation des intérêts de Fiat en France, et d'autre part en une société holding ayant des participations dans les groupes opérationnels internationaux de Fiat, notamment dans Fiat Automobili, Iveco (Général des sociétés de véhicules industriels Fiat, Lancia, Magirus, Deutz, O.M. et Unic), Fiat Materfer agricole, Fiat Allis B.V. et Fiat Allis Inc. (Général des sociétés de matériels de travaux publics Fiat et Allis Chalmers). La principale activité industrielle de Fiat en France s'exerce à travers la société Unic, qui construit des camions de 10 à 14 tonnes et emploie près de six mille personnes. Les intérêts de Fiat en France (neuf mille personnes au total et environ 3 milliards de francs de chiffre d'affaires) sont donc soumis à une double entité : cette entité est la société Unic, qui est à la tête des groupes opérationnels à partir de Turin et celle horizontale de Fiat-France S.A.

### CHINE

PEKIN-CHANGHAI-CANTON  
 et SIAM du 3 au 22 Mai  
 Retour par HONG-KONG  
 9.000 F Paris - Paris  
 Pension complète tout compris  
 L'ESCALE 29 rue de la Huchette 75005 Paris  
 633.73.10  
 L'ESCALE 4226

### NICOLL

Collection nouvelle Printemps Eté  
 costumes  
 Prêt à porter et mesure industrielle

NICOLL

La tradition anglaise du vêtement masculin  
 29 rue Tronchet, Paris 8<sup>e</sup>

A L'ISSUE DE SA RÉCEPTION PAR M. BEULLAC

## Entretien négatif déclare M. Edmond Maire

M. Christian Beullac, ministre du travail, a reçu ce jeudi matin 14 avril pendant trois heures rue de Grenelle une délégation de la C.F.D.T. conduite par M. Edmond Maire, secrétaire général, accompagné de M. Lohot et M. Michel Rolant et M. Merclier. A l'issue de l'entretien, qui portait sur les problèmes de l'emploi, M. Maire a notamment déclaré :

« Nous sommes venus nous entretenir avec le ministre du travail des injustices et de la situation extrêmement grave qui pèse sur des centaines de milliers de jeunes, de femmes, d'immigrés et de chômeurs. En cette période économique difficile nous espérons une ouverture, et la possibilité de négociations sur ces graves questions. Malheureusement, nous venons d'avoir, nous l'espérons, pour notre part, un entretien négatif. »

« Nous n'avons pas trouvé en

M. Beullac l'interlocuteur que nous souhaitons. Le ministre n'a opposé à nos revendications que des arguments édictés ; en fait ceux du C.N.P.F., alors que dans le passé, lorsqu'on avait augmenté le SMIG, on avait obtenu la ratification de l'emploi. L'entretien d'aujourd'hui nous apparaît totalement négatif, et nous nous demandons comment en cette période de contestation la réalité de nos positions, alors que nous sommes disposés à tous les contacts, et à tous les compromis possibles. »

La question du savoir s'il y aura grève « avec ou sans la FEN », le secrétaire général de la C.F.D.T. a répondu que la décision en ce domaine appartenait à la Fédération de l'éducation nationale. M. Christian Beullac devait, à son tour, faire le point de la situation devant les journalistes. Il devait recevoir M. André Bergeron, secrétaire général de la centrale F.O., à 14 h. 30.

## Nombreux conflits en cours

Une série de grèves et d'arrêts de travail de diverses durées sont signalés dans plusieurs secteurs importants. A Paris, l'intersyndicale C.G.T. du Groupement d'occupation de la cellulose (trois mille cinq cents salariés) annonce que des délégués de l'usine de Strasbourg et de celle d'Albi (Sud) occupent le siège de cette société multinationale pour appuyer des revendications concernant l'amélioration des salaires et des conditions de travail. A Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), les ouvriers de l'Alstom avoisienne (doux cents salariés) observent des débrayages d'une demi-heure par jour depuis le 29 mars pour obtenir un salaire minimum de 2.500 F, la réduction du temps de travail et le droit à un congé annuel d'un mois sans solde pour tous les immigrés.

A Sorbiers, dans la banlieue de Saint-Etienne (Loire), une partie des quatre-vingt-cinq salariés (70 % selon la C.G.T.) de la S.A.

Iseo, entreprise textile, continuent d'occuper leur usine après un conflit marqué par des sanctions contre une déléguée cégétiste. L'éventualité d'une mesure d'expulsion à l'encontre de M. Edmond Maire, un autre délégué, cité en référé, et de nationalité tunisienne, a soulevé, le mercredi 13 avril, de nombreuses protestations syndicales et politiques, ainsi qu'à Nantes-Saint-Herblain (Loire-Atlantique), une centaine d'O.R. de la société Waterman (sept cents salariés) ont entamé, mercredi 13 avril, leur deuxième semaine de grève. Ils réclament une revalorisation de leurs salaires horaires après l'accélération des cadences due à la modernisation du matériel.

En revanche, chez Briand (mécanique générale et horlogerie), dans la même localité de Saint-Herblain, le travail a repris après neuf semaines de grève. La direction a maintenu le licenciement d'un délégué du personnel.

## Le dollar reste faible en attendant les prochaines réunions monétaires

Les marchés des changes étaient, jeudi 14 avril, plus calmes. Le dollar, en baisse sensible au début de la semaine, se stabilisait à Francfort à un niveau inférieur de celui atteint mardi après-midi : il était traité aux alentours de 2.360 deutschemarks. A Paris, il était coté 4.990 francs. Il en résultait un cours du deutschemark s'établissant entre 2.035 et 2.100 francs, sans grand changement par rapport à la veille.

Sur le marché de Tokyo, autre point de mire des cambistes, le dollar était coté entre 2.725 et 2.725 yens, soit en léger progrès par rapport à la veille. Les prochaines réunions monétaires s'accompagneront de nouvelles pressions sur le dollar, car les pays à balance des paiements excédentaires (R.F.A., Japon et Suisse notamment), pour qu'ils laissent se revaloriser leur monnaie respective.

Les suppléants (hauts fonctionnaires) du groupe des Dix se réuniront à Paris, samedi 16 avril, sous la présidence de M. Jacques de la Rosière, directeur du Trésor. A l'ordre du jour se trouve une nouvelle mise en application des accords généraux d'emprunts conclus en 1962, en vertu de laquelle les pays créanciers du groupe mettront à la disposition du Fonds monétaire l'équivalent en devises fortes de quelques 500 millions de dollars afin de permettre à cette institution d'ouvrir à due concurrence un crédit à l'Italie. Au mois de décembre dernier, le groupe des Dix avait parallèlement financé le prêt de 5,9 milliards de dollars consenti par le F.M.I. à la Grande-Bretagne.

Les suppléants discuteront également des questions qui seront abordées à l'occasion ministérielle par le comité intermédiaire de vingt membres du Fonds monétaire au sein duquel pays industriels et pays du tiers-monde sont représentés à peu près à égalité. Le comité intermédiaire discutera essen-

tiellement du projet qui sera présenté par le directeur du Fonds monétaire, M. Johannes Witteveen, et qui vise à mettre à la disposition des ressources supplémentaires de l'ordre de 12 à 15 milliards de dollars en devises convertibles. Ces fonds qui seraient surtout fournis par l'Arabie Saoudite et les pays du golfe Persique ainsi que par les États-Unis, l'Allemagne fédérale et le Japon permettraient au F.M.I. d'accroître de nouveaux crédits aux pays déficients, pauvres ou riches. Cette réunion précedera de quelques jours la conférence « au sommet » qui se tiendra à Londres les 7 ou 8 mai entre les chefs d'Etat et de gouvernement des sept (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, Italie, Japon et Canada).

Dans un discours qu'il vient de prononcer à New-York, M. Arthur Burns, président du Système de réserve fédéral, a plaidé en faveur d'un renforcement du rôle du Fonds monétaire en demandant que celui-ci, dans l'avenir, pose de strictes conditions aux pays qui solliciteront de nouveaux crédits.

## PAS DE HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL DES FRUITS ET LÉGUMES DANS L'IMMÉDIAT

« Marché très calme, offre moyenne, demande calme, cours sans variations importantes. » Tels étaient ce jeudi 14 avril en fin de matinée les commentaires du service des marchés de Rungis sur l'évolution des cours des fruits et légumes.

En clair, les prix sur le marché de gros de Paris n'ont pas fait « pas encore » — une poussée de fièvre à cause des gélées de ces derniers jours. Les variations à la hausse sont, en nombre, égales à celles en baisse. Il n'y a donc pas de raison pour que, dans l'immédiat, les prix de détail s'envolent.



PHONE: (04) 92 00 04 TELEX: 470 235 33950 ST TROPEZ

ANNÉE — N° 10019

LE MONDE

Fondation : Hubert

## Les espagnols et les communistes

### La prise de position du Conseil militaire n'alarme pas M. Suarez

Le conseil militaire des Forces armées démocratiques (F.A.D.) a pris, jeudi 13 avril, la présidence de M. Adolfo Suarez, pour faire le bilan des élections législatives, les résultats de la victoire des communistes, et pour annoncer que le conseil militaire des F.A.D. ne sera pas dissout. M. Suarez a déclaré que le conseil militaire des F.A.D. ne sera pas dissout, mais qu'il sera réorganisé. Il a déclaré que le conseil militaire des F.A.D. ne sera pas dissout, mais qu'il sera réorganisé. Il a déclaré que le conseil militaire des F.A.D. ne sera pas dissout, mais qu'il sera réorganisé.

### De notre correspondant

Madrid — M. Adolfo Suarez, président du gouvernement, a déclaré jeudi 14 avril, devant le conseil militaire des Forces armées démocratiques (F.A.D.), que le conseil militaire des F.A.D. ne sera pas dissout, mais qu'il sera réorganisé. Il a déclaré que le conseil militaire des F.A.D. ne sera pas dissout, mais qu'il sera réorganisé.

### La réorganisation du conseil militaire

Le conseil militaire des Forces armées démocratiques (F.A.D.) a pris, jeudi 13 avril, la présidence de M. Adolfo Suarez, pour faire le bilan des élections législatives, les résultats de la victoire des communistes, et pour annoncer que le conseil militaire des F.A.D. ne sera pas dissout, mais qu'il sera réorganisé.

### La réorganisation du conseil militaire

Le conseil militaire des Forces armées démocratiques (F.A.D.) a pris, jeudi 13 avril, la présidence de M. Adolfo Suarez, pour faire le bilan des élections législatives, les résultats de la victoire des communistes, et pour annoncer que le conseil militaire des F.A.D. ne sera pas dissout, mais qu'il sera réorganisé.

### La réorganisation du conseil militaire

Le conseil militaire des Forces armées démocratiques (F.A.D.) a pris, jeudi 13 avril, la présidence de M. Adolfo Suarez, pour faire le bilan des élections législatives, les résultats de la victoire des communistes, et pour annoncer que le conseil militaire des F.A.D. ne sera pas dissout, mais qu'il sera réorganisé.

### La réorganisation du conseil militaire

Le conseil militaire des Forces armées démocratiques (F.A.D.) a pris, jeudi 13 avril, la présidence de M. Adolfo Suarez, pour faire le bilan des élections législatives, les résultats de la victoire des communistes, et pour annoncer que le conseil militaire des F.A.D. ne sera pas dissout, mais qu'il sera réorganisé.

هكذا من الأصل